NOTE DE PRESENTATION

Les différents textes réglementaires portant sur l'organisation et le fonctionnement des instances de dialogue social prévoient que préalablement aux scrutins permettant le renouvellement de ces dernières que soient fixés réglementairement notamment la cartographie des instances, le nombre de représentants du personnel au sein de celles-ci, la nature du scrutin ou les modalités de vote.

A ce titre, est soumis, à l'avis du comité technique ministériel du ministère de la Culture, l'ensemble des textes concernant les CT, CHSCT, CAP et CCP du périmètre ministériel à l'exception des CT facultatifs de réseau de certains établissements publics et CCP propres aux établissements publics qui font l'objet de textes réglementaires pris au niveau de ces établissements. Ces projets de textes sont les suivants :

- Projet d'arrêté fixant les modalités des élections professionnelles au ministère de la culture (document 3.1) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication (documents 3.2 et 3.3) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture (documents 3.4 et 3.5) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 26 août 2014 instituant des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives (documents 3.6 et 3.7) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 26 août 2014 instituant un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'Établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration (documents 3.8 et 3.9) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 10 novembre 2011 créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère de la culture et de la communication (documents 3.10 et 3.11) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication (documents 3.12 et 3.13) ;
- Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 24 août 2011 portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique (documents 3.14 et 3.15).

Les projets de texte portent adaptation ou actualisation des textes réglementaires pris pour les élections professionnelles de l'année 2014. Les principales modifications apportées visent à prendre en considération les évolutions, d'une part, du cadre normatif d'organisation et de fonctionnement

des instances et, d'autre part, du périmètre organisationnel et structurel du ministère (comme la nouvelle dénomination du ministère, la création de l'EP unique pour les musées nationaux Jean-Jacques Henner et Gustave Moreau ou la fusion de certaines régions).

Les évolutions les plus significatives portent sur :

- L'introduction de nouvelles règles en matière de représentation des femmes et des hommes dans les instances lors du dépôt de candidatures en application de l'article 47 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits des fonctionnaires, du décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique et de la circulaire du ministère de l'action et des comptes publics datée du 5 janvier 2018 relative à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique de l'Etat. Pour les CT, CAP et CCP, les projets de texte précisent la part de femmes et d'hommes des effectifs relevant du ressort des instances au 1^{er} janvier 2018.
- La révision du seuil de détermination du nombre de représentants du personnel au sein des CAP en application de l'article 6 du décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique. Le premier seuil passe de vingt à cent agents du corps.

Article 6 du décret n°82-451 du 28 mai 1982 relatif aux CAP	
Anciennes dispositions	Dispositions en vigueur
Le nombre des représentants du personnel est défini comme suit :	Le nombre des représentants du personnel est défini comme suit :
1° Lorsque le nombre de fonctionnaires d'un même grade est inférieur à vingt , le nombre de représentants du personnel pour ce grade est de un membre titulaire et de un membre suppléant ;	1° Lorsque le nombre de fonctionnaires d'un même grade est inférieur à cent , le nombre de représentants du personnel pour ce grade est de un membre titulaire et de un membre suppléant ;
2° Lorsque le nombre de fonctionnaires d'un même grade est supérieur ou égal à vingt et inférieur à mille, le nombre de représentants du personnel pour ce grade est de deux membres titulaires et de deux membres suppléants ;	2° Lorsque le nombre de fonctionnaires d'un même grade est supérieur ou égal à cent et inférieur à mille, le nombre de représentants du personnel pour ce grade est de deux membres titulaires et de deux membres suppléants ;
[...]	[...]

- Les réformes statutaires conduites notamment au titre de la déclinaison du protocole PPCR (modification de l'architecture des corps, suppressions ou créations de grades) pour les CAP.
- Les modifications des attributions des CCP du fait des dispositions introduites à l'article 1-2 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat par :
 - Le décret n° 2014-1318 du 3 novembre 2014 modifiant le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (*personnes investies d'un mandat syndical*) ;
 - Le décret n° 2018-141 du 27 février 2018 portant application de l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure (*licenciements prononcés en application du troisième alinéa du IV de l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure*).

POINT 3 – DOCUMENT 3.0

Modalités des élections au ministère de la culture	
3.1	Projet d'arrêté fixant les modalités des élections professionnelles au ministère de la culture
Comités techniques au ministère de la culture	
3.2	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication
3.3	Arrêté consolidé du 22 juillet 2014 instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication
Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère de la culture	
3.4	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture
3.5	Arrêté consolidé du 22 juillet 2014 instituant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture
Comités techniques et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des EP sous plusieurs tutelle	
3.6	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 26 août 2014 instituant des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives
3.7	Arrêté consolidé du 26 août 2014 instituant des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives
3.8	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 26 août 2014 instituant un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'Établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration
3.9	Arrêté consolidé du 26 août 2014 instituant un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'Établissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration
Commissions administratives paritaires au ministère de la culture	
3.10	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 10 novembre 2011 créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère de la culture et de la communication
3.11	Arrêté consolidé du 10 novembre 2011 créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère de la culture et de la communication
Commissions consultatives paritaires au ministère de la culture gérées au niveau central	
3.12	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication
3.13	Arrêté consolidé du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication
3.14	Projet d'arrêté modifiant l'arrêté du 24 août 2011 portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique
3.15	Arrêté consolidé du 24 août 2011 portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

fixant les modalités des élections professionnelles au ministère de la culture et de la communication

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 modifié instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2011 modifié créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère chargé de la culture ;

Vu l'arrêté du 24 août 2011 modifié portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2014 modifié instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Chapitre Ier : Les commissions administratives paritaires et les commissions consultatives paritaires placées en administration centrale

Article 1

Les élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère chargé de la culture créées par l'arrêté du 10 novembre 2011 susvisé et aux commissions consultatives paritaires prévues par les arrêtés du 17 décembre 2009 et du 24 août 2011 susvisés ont lieu uniquement par correspondance.

Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.

La date limite de vote est fixée au jeudi 6 décembre 2018 à 19 h 30. Les enveloppes expédiées par les électeurs doivent parvenir à l'adresse figurant sur ces enveloppes à cette date.

Article 2

Chaque liste de candidats, accompagnée des déclarations individuelles de candidature, est déposée par le délégué de liste contre récépissé au plus tard le 25 octobre 2018 :

1. Auprès du secrétariat général du ministère de la culture, pour les commissions administratives paritaires, selon le corps concerné, soit au bureau des personnels de la filière administrative, soit au bureau des personnels de la filière technique et des métiers d'art, soit au bureau des personnels de la filière scientifique et de l'enseignement, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01 ;
2. Auprès du secrétariat général, bureau des affaires transversales, du ministère de la culture pour les commissions consultatives paritaires placées auprès du secrétaire général, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01 ;
3. Auprès du bureau des ressources humaines compétent des directions générales pour les commissions consultatives paritaires placées auprès des directeurs généraux concernés.

Le dépôt peut être réalisé par voie dématérialisée sous réserve que l'expéditeur de l'envoi puisse être identifié.

Article 3

Il est institué pour chacune des commissions à renouveler mentionnées à l'article 1er un bureau de vote dont le président appartient au secrétariat général ou à la direction générale concernée.

Le bureau de vote comprend un président et un secrétaire désignés par le secrétaire général ou le directeur général concerné, et un délégué pour chaque liste de candidats désigné par les organisations syndicales. Un délégué suppléant peut également être désigné.

Le bureau de vote se prononce sur les éventuelles difficultés touchant les opérations électorales. Il procède au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats. Il établit un procès-verbal de dépouillement.

Chapitre II : Les comités techniques

Article 4

Les élections des représentants du personnel aux comités techniques créés par l'arrêté du 22 juillet 2014 susvisé ont lieu à l'urne et par correspondance.

La date limite de vote est fixée au jeudi 6 décembre 2018 à 19 h 30. Les enveloppes expédiées par les électeurs doivent parvenir à l'adresse figurant sur ces enveloppes à cette date.

Le vote à l'urne se déroulera entre 9 heures et 19 h 30 le 6 décembre 2018.

Article 5

Chaque candidature ou liste de candidats est déposée par le délégué de liste contre récépissé au plus tard le 25 octobre 2018 auprès de l'autorité auprès de laquelle est placée le comité à composer. En cas d'élection sur liste, la liste de candidats est accompagnée des déclarations individuelles de candidature. Le dépôt peut être réalisé par voie dématérialisée sous réserve que l'expéditeur de l'envoi puisse être identifié.

Pour le comité technique ministériel et le comité technique d'administration centrale, les candidatures sont déposées auprès du secrétariat général du ministère de la culture, au bureau du dialogue social et de l'expertise statutaire, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 01,

Article 6

Il est institué pour chaque comité technique obligatoire un bureau de vote central.

Le bureau de vote central comprend un président et un secrétaire désigné par l'autorité auprès de laquelle le comité est placé, et un délégué pour chaque liste de candidats désigné par les organisations syndicales. Un délégué suppléant peut également être désigné.

Pour le comité technique ministériel, le président du bureau de vote central appartient au service des ressources humaines.

Le bureau de vote se prononce sur les éventuelles difficultés touchant les opérations électorales. Il procède au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats. Il établit un procès-verbal de dépouillement.

Article 7

Il peut être institué par décision de l'autorité auprès de laquelle les comités techniques obligatoires sont placés des bureaux de vote spéciaux et, le cas échéant, des sections de vote.

Chapitre III : Dispositions communes : vote et dépouillement aux instances ministérielles et centrales

Article 8

Les modalités du vote par correspondance sont établies ainsi qu'il suit :

1° L'électeur insère son bulletin de vote dans l'enveloppe n° 1 (dite enveloppe bulletin) qu'il ferme. Cette enveloppe, du modèle fixé par l'administration, ne doit porter aucune mention ni aucun signe distinctif, sous peine de nullité du vote.

2° Il place ensuite l'enveloppe n° 1 dans une enveloppe n° 2 (dite enveloppe émargement) ; il y appose sa signature et porte ses noms, prénoms, corps ou collègue et affectation. Il la cache.

3° Enfin, l'électeur place l'enveloppe n° 2 dûment fermée dans une enveloppe n° 3 (dite enveloppe « T ») et l'adresse par voie postale, à l'adresse inscrite sur celle-ci. Au verso de cette dernière est portée la mention « ne rien écrire ». Cette enveloppe doit parvenir à l'adresse figurant sur l'enveloppe dans les conditions fixées à l'article 1er du présent arrêté.

Par dérogation aux 2° et 3°, en ce qui concerne l'Institut national de recherches archéologiques préventives, l'électeur insère directement son enveloppe n° 1 dans l'enveloppe n° 3, sur laquelle figure sa signature et qui porte ses noms, prénoms, corps/collègue et affectation. Les dispositions de l'article 9 ci-dessous sont adaptées en conséquence.

Article 9

La réception et le recensement des votes s'effectuent dans les conditions suivantes :

A l'issue du scrutin, le bureau de vote central ou spécial chargé du dépouillement pour chacune des instances à former procède au recensement des votes.

Au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes n° 3, les enveloppes n° 2 portant la signature et le nom des votants sont extraites pour procéder à l'émargement de la liste électorale.

Puis l'enveloppe n° 2 est ouverte et l'enveloppe n° 1 est déposée dans l'urne sans être ouverte.

Sont mises à part sans être ouvertes :

- les enveloppes n° 3 parvenues au bureau de vote après l'heure de clôture du scrutin ;
- les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature du votant, ou sur lesquelles le nom est illisible ;
- les enveloppes n° 2 parvenues en nombre multiple sous la signature d'un même agent et celles émanant d'un agent ayant déjà émargé sur la liste électorale lors d'un vote à l'urne ;
- les enveloppes n° 1 portant une mention ou un signe distinctif ;
- les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple dans la même enveloppe n° 2 ;

- les enveloppes n°1 et n°2 non conformes aux modèles envoyés par l'administration.

Le nom des électeurs dont émanent ces enveloppes n'est pas émargé sur la liste électorale.

Sont également écartés les bulletins glissés directement dans l'enveloppe n° 2 ou dans l'enveloppe n° 3 ainsi que les bulletins trouvés dans des enveloppes non réglementaires.

Lors du dépouillement, les votes effectués dans les conditions ci-après énumérées ne sont pas considérés comme valablement exprimés :

- bulletins blancs ;
- bulletins non conformes au modèle type ;
- bulletins comportant des surcharges, des ratures ou tout autre signe distinctif ;
- bulletins multiples contenus dans la même enveloppe et désignant des listes différentes.

Sont considérés comme valablement exprimés et comptent pour un seul vote les bulletins multiples trouvés dans une même enveloppe et correspondant à la même liste.

Les opérations de dépouillement se poursuivent conformément aux articles 20, 21 et 22 du décret du 28 mai 1982 susvisé et des articles 28 et 29 du décret du 15 février 2011 susvisé.

Le bureau de vote central ou spécial établit un procès-verbal auquel sont annexées les enveloppes qui ont été mises à part sans être ouvertes.

Article 10

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent en vue des élections du 6 décembre 2018.

Article 11

L'arrêté du 22 juillet 2014 fixant les modalités des élections professionnelles au ministère de la culture et de la communication est abrogé.

Article 12

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

A l'article 1 de l'arrêté du 22 juillet 2014 susvisé, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 2

Le troisième aliéna de l'article 6 du même arrêté est supprimé.

Article 3

L'article 7 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé auprès de chaque directeur général ou directeur concerné un comité de proximité d'établissement public compétent pour les établissements suivants :

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet
- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau

- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national du patrimoine
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture »

Article 4

L'article 8 du même arrêté est supprimé.

Article 5

Le III de l'article 10 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« III. — Le nombre des représentants du personnel au sein des comités techniques mentionnés aux articles 4 à 9 est fixé ainsi qu'il suit :

EFFECTIFS DE RÉFÉRENCE DANS L'ENSEMBLE DES STRUCTURES entrant dans le champ de compétence du comité	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS
De 1 à 100	3	3
De 101 à 150	4	4
De 151 à 200	5	5
De 201 à 300	6	6
De 301 à 400	7	7
De 401 à 500	8	8
De 501 à 600	9	9
Au-delà de 600	10	10

»

Article 6

Après l'article 11 du même arrêté, il est inséré un article 11-1 ainsi rédigé :

« Les parts de femmes et d'hommes qui composent les effectifs du ou des services pour lesquels l'un des comités techniques mentionnés dans le présent arrêté est constitué sont précisées dans l'annexe 2. Ces parts permettent notamment de déterminer le nombre de femmes et d'hommes devant figurer dans les listes de candidats aux élections professionnelles. ».

Article 7

L'annexe 1 du même arrêté est remplacé par l'annexe 1 au présent arrêté.

Article 8

Après l'annexe 1 du même arrêté, il est inséré l'annexe 2 au présent arrêté.

Article 9

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 10

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

Annexe 1

Liste des établissements publics administratifs entrant dans le champ de compétence du comité technique ministériel, pour l'examen des questions communes

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public du Palais de la porte Dorée
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet

- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Etablissement public du musée du Quai Branly – Jacques Chirac
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national d'histoire de l'art
- Institut national du patrimoine
- Institut national de recherches archéologiques préventives
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

Annexe 2

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1er janvier 2018, du ou des services pour lequel lesquel l'un des comités techniques mentionnés dans le présent arrêté, sont fixées comme suit :

Comité technique ministériel	Femmes	Hommes
	53,46%	46,54%

Comité technique d'administration centrale	Femmes	Hommes
	59,07%	40,93%

Comités techniques de proximité DRAC	Femmes	Hommes
DAC Guadeloupe	58,06%	41,94%
DAC Guyane	48,00%	52,00%
DAC Martinique	55,56%	44,44%
DAC Réunion	62,50%	37,50%
DRAC Auvergne-Rhône-Alpes	61,67%	38,33%
DRAC Bourgogne-Franche-Comté	65,36%	34,64%
DRAC Bretagne	57,02%	42,98%
DRAC Val de Loire	61,61%	38,39%
DRAC Corse	58,33%	41,67%
DRAC Grand-Est	62,84%	37,16%
DRAC Hauts-de-France	62,21%	37,79%
DRAC Ile-de-France	68,95%	31,05%
DRAC Normandie	61,11%	38,89%
DRAC Nouvelle Aquitaine	62,37%	37,63%
DRAC Occitanie	62,95%	37,05%
DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur	67,81%	32,19%
DRAC Pays de la Loire	65,83%	34,17%

Comités techniques de proximité établissement publics	Femmes	Hommes
Académie de France à Rome.	50,00%	50,00%
Bibliothèque nationale de France	57,37%	42,63%
Bibliothèque publique d'information	64,89%	35,11%
Centre des monuments nationaux.	57,13%	42,87%

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou	49,38%	50,62%
Centre national des arts plastiques	70,77%	29,23%
Centre national du cinéma et de l'image animée	59,34%	40,66%
Centre national du livre	70,31%	29,69%
Conservatoire national supérieur d'art dramatique	50,00%	50,00%
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon	44,10%	55,90%
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris	45,44%	54,56%
Ecole du Louvre	72,22%	27,78%
Ecole nationale supérieure des arts décoratifs	41,94%	58,06%
Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts	50,84%	49,16%
Ecole nationale supérieure d'art de Bourges	43,55%	56,45%
Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise	41,51%	58,49%
Ecole nationale supérieure d'art de Dijon	44,23%	55,77%
Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun	47,69%	52,31%
Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy	43,06%	56,94%
Villa Arson	34,55%	65,45%
Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles	42,86%	57,14%
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux	35,29%	64,71%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne	51,33%	48,67%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand	40,31%	59,69%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble	40,20%	59,80%
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille	38,82%	61,18%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon	37,16%	62,84%
Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée	44,20%	55,80%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy	47,58%	52,42%

Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier	44,10%	55,90%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy	46 ,51%	53,49%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes	42,70%	57,30%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie	44,74%	55,26%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville	47,03%	52,97%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette	38,14%	61,86%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais	45,86%	54,14%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine	36,74%	63,26%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne	43,96%	56,04%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg	42,66%	57,34%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse	41,45%	58,55%
Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles	41,21%	58 ,79%
Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges	50,88%	49,12%
Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie	54,29%	45,71%
Etablissement public du musée du Louvre	57,12%	42,88%
Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet	53,13%	46,88%
Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée	66,20%	33,80%
Etablissement public du musée national Picasso - Paris	47,15%	52,85%
Établissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau	45,89%	54,11%
Etablissement public du musée Rodin	62,75%	37,25%
Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau	53,66%	46 ,34%
Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles	49,27%	50,73%

Institut national du patrimoine.	61,11%	38,89%
Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture	61,40%	38,60%

Comités techniques spécial DRAC	Femmes	Hommes
	63,02%	36,98%

Comité technique spécial Archives nationales	Femmes	Hommes
	50,73%	49,27%

Comité technique spécial Musées	Femmes	Hommes
	48,92%	51,08%

Comité technique spécial Mobilier national	Femmes	Hommes
	70,17%	29,33%

POINT 3 – DOCUMENT 3.3

Arrêté du 22 juillet 2014 instituant des comités techniques au ministère de la culture et de la communication

NOR: MCCB1416071A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.2)

La ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du 27 juin 2014 ;

Arrête :

Article 1

Sont institués des comités techniques au ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~ conformément aux dispositions du présent arrêté.

Article 2

Il est créé auprès du ministre chargé de la culture, conformément à l'article 3 du décret du 15 février 2011 susvisé, un comité technique ministériel compétent pour connaître, dans le cadre des dispositions du titre III du même décret, de toutes les questions intéressant l'ensemble des services du ministère chargé de la culture.

En application des dispositions de l'article 35 (1°) du décret du 15 février 2011 susvisé, et sans préjudice de l'application de l'article 7 du présent arrêté, le comité technique ministériel est compétent pour l'examen des questions communes aux établissements publics administratifs mentionnés en annexe au présent arrêté.

Article 3

Il est créé auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, conformément à l'article 4 du décret du 15 février 2011 susvisé, un comité technique de proximité ayant compétence pour connaître, dans le cadre des dispositions du titre III du même décret, de toutes les questions communes à tout ou partie des services d'administration centrale et des services à compétence nationale du ministère chargé de la culture.

Article 4

Il est créé auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, conformément au 2° de l'article 9 du décret du 15 février 2011 susvisé, un comité technique spécial compétent pour connaître, dans le cadre des dispositions du titre III du même décret, de toutes les questions communes aux directions régionales des affaires culturelles.

Article 5

Il est créé auprès de chaque directeur régional des affaires culturelles ou directeur des affaires culturelles, conformément à l'article 6 du décret du 15 février 2011 susvisé, un comité technique de proximité compétent pour connaître, dans le cadre des dispositions du titre III du même décret, de toutes les questions intéressant leurs services.

Article 6

Il est créé un comité technique spécial :

1° Auprès du directeur chargé des musées, pour les services à compétence nationale suivants :

~~Service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France ;~~

Musée du Moyen Age, thermes et hôtel de Cluny ;

Musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau (annexes : maison Bonaparte et musées de l'île d'Aix) ;

Musée de la Renaissance, château d'Ecouen ;

Musée de Port-Royal-des-Champs ;

Musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny ;

Musée Magnin ;

Musées nationaux du xxe siècle des Alpes-Maritimes :

- musée Fernand Léger ;

- musée du Message biblique Marc Chagall ;

- musée La Guerre et la Paix de Picasso ;

Musée de la Préhistoire ;

Musées et domaines de Compiègne et Blérancourt ;

Centre de recherche et de restauration des musées de France ;

Musée national et domaine du château de Pau ;

Musée d'archéologie nationale et domaine de Saint-Germain-en-Laye.

2° Auprès du directeur chargé des archives de France, pour les services à compétence nationale suivants :

Archives nationales ;

Archives nationales du monde du travail ;

Archives nationales d'outre-mer ;

3° Auprès de l'administrateur général, pour le service à compétence nationale du Mobilier national et des manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie.

Article 7

~~Il est créé auprès de chaque directeur général ou directeur concerné un comité de proximité d'établissement public compétent pour les établissements suivants :~~

~~-~~

~~Bibliothèque nationale de France ;~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée du Louvre ;~~

~~-~~

~~Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles ;~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie ;~~

~~-~~

~~Bibliothèque publique d'information ;~~

~~-~~

~~Centre national d'art et de culture Georges Pompidou ;~~

~~-~~

~~Etablissement public « Cité de la céramique-Sèvres et Limoges » ;~~

~~-~~

~~Centre des monuments nationaux ;~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau ;~~

~~-~~

~~Centre national du cinéma et de l'image animée ;~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet ;~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée Rodin ;~~

~~-~~

~~établissement public du Musée national Picasso—Paris ;~~

~~-~~

~~Centre national des arts plastiques ;~~

~~-~~

~~Institut national du patrimoine ;~~

~~-~~

Centre national du livre ;
-
Ecole nationale supérieure des arts décoratifs ;
-
Ecole nationale supérieure des beaux-arts ;
-
Conservatoire national supérieur d'art dramatique ;
-
Ecole nationale supérieure d'art de Bourges ;
-
Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise ;
-
Ecole nationale supérieure d'art de Dijon ;
-
Ecole nationale supérieure d'art de Limoges ;
-
Ecole nationale supérieure d'art de Nancy ;
-
Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles ;
-
Etablissement public « Villa Arson » ;
-
Académie de France à Rome ;
-
Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;
-
Ecole du Louvre ;
-
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon ;
-
Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris ;
-
Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier ;
-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Belleville ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Malaquais ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint Etienne ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse ;
-
Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles.~~

Il est créé auprès de chaque directeur général ou directeur concerné un comité de proximité d'établissement public compétent pour les établissements suivants :

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille

- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet
- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national du patrimoine
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

Article 8

-
-

~~Il est créé, auprès des directeurs, un comité technique unique, conformément au 3^e alinéa de l'article 7 du décret du 15 février 2011, compétent pour les établissements suivants :-~~

~~Musée Gustave Moreau ;-~~

-

~~Musée national Jean-Jacques Henner.-~~

Article 9

Il est créé, auprès du directeur chargé de l'architecture, un comité technique commun des écoles nationales supérieures d'architecture, conformément au deuxième alinéa de l'article 7 du décret du 15 février 2011 susvisé, compétent pour l'examen des questions communes de ces établissements.

Article 10

I. — Le nombre des représentants du personnel au sein du comité technique ministériel est fixé ainsi qu'il suit :

- membres titulaires : 15 ;

- membres suppléants : 15.

II. — Le nombre des représentants du personnel au sein du comité technique mentionné à l'article 3 est fixé ainsi qu'il suit :

- membres titulaires : 10 ;

- membres suppléants : 10.

~~III. — Le nombre des représentants du personnel au sein des comités techniques mentionnés aux articles 4 à 9 est fixé ainsi qu'il suit :-~~

EFFECTIFS DE RÉFÉRENCE DANS L'ENSEMBLE DES STRUCTURES entrant dans le champ de compétence du comité	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS
De 1 à 100	3	3
De 101 à 150	4	4
De 151 à 200	5	5
De 201 à 300	6	6
De 301 à 400	7	7
De 401 à 500	8	8
De 501 à 600	9	Au-delà de 600

III. — Le nombre des représentants du personnel au sein des comités techniques mentionnés aux articles 4 à 9 est fixé ainsi qu'il suit :

<u>EFFECTIFS DE RÉFÉRENCE DANS L'ENSEMBLE DES STRUCTURES entrant dans le champ de compétence du comité</u>	<u>MEMBRES TITULAIRES</u>	<u>MEMBRES SUPPLÉANTS</u>
<u>De 1 à 100</u>	<u>3</u>	<u>3</u>
<u>De 101 à 150</u>	<u>4</u>	<u>4</u>
<u>De 151 à 200</u>	<u>5</u>	<u>5</u>
<u>De 201 à 300</u>	<u>6</u>	<u>6</u>
<u>De 301 à 400</u>	<u>7</u>	<u>7</u>
<u>De 401 à 500</u>	<u>8</u>	<u>8</u>
<u>De 501 à 600</u>	<u>9</u>	<u>9</u>
<u>Au-delà de 600</u>	<u>10</u>	<u>10</u>

Article 11

Lorsque les effectifs de référence au sein du ou des services pour lesquels le comité technique est constitué sont inférieurs ou égaux à 100 agents, les représentants du personnel sont élus au scrutin de sigle.

Article 11-1

Les parts de femmes et d'hommes qui composent les effectifs du ou des services pour lesquels l'un des comités techniques mentionnés dans le présent arrêté est constitué sont précisées dans l'annexe 2. Ces parts permettent notamment de déterminer le nombre de femmes et d'hommes devant figurer dans les listes de candidats aux élections professionnelles.

Article 12

Les comités techniques des articles 4, 6 et 9 sont composés ainsi qu'il suit :

1° Conformément au 1° de l'article 14 au décret du 15 février 2011 susvisé, par agrégation des suffrages obtenus aux comités techniques de l'article 5, pour la composition du comité technique de l'article 4 du présent arrêté ;

2° Conformément au 2° de l'article 14 du décret du 15 février 2011 susvisé, par dépouillement des suffrages obtenus au comité technique de l'article 3 correspondant au périmètre de chacun des comités techniques de l'article 6 du présent arrêté.

3° Conformément au 1° de l'article 14 au décret du 15 février 2011 susvisé, par agrégation des suffrages obtenus aux comités techniques de l'article 7 compétents pour les écoles nationales supérieures d'architecture, pour la composition du comité technique de l'article 9 du présent arrêté.

Les sièges obtenus par chaque organisation syndicale sont fixés conformément à l'article 31 du décret du 15 février 2011 susvisé.

Article 13

Le vote a lieu à l'urne et sous enveloppe et par correspondance.

Sont notamment admis à voter par correspondance les agents n'exerçant pas leurs fonctions au siège d'une section de vote ou d'un bureau de vote, les agents en congé régulier, parental, de maladie, de paternité, de maternité, de présence parentale, en position d'absence régulièrement autorisée ou éloignés du service pour raisons professionnelles, ainsi que les agents empêchés de prendre part au vote direct par suite des nécessités de service. Ces agents ont néanmoins la faculté de voter directement à la section de vote à laquelle ils sont rattachés.

Dans ce cas, le vote direct prévaut lorsque l'électeur utilise les deux procédures.

Dispositions transitoires et diverses

Article 14

Cet arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

Article 15

A modifié les dispositions suivantes :

- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE IER : COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE II : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES CENTRAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE III : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES SPECIAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE IV : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES REGIONAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8 (VT)

Article 16

La ministre chargée de la culture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Annexe 1

~~— Modifié par Décret n°2016-818 du 20 juin 2016 — art. 1~~

~~LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ADMINISTRATIFS ENTRANT DANS LE CHAMP DE COMPÉTENCE DU COMITÉ TECHNIQUE MINISTÉRIEL, POUR L'EXAMEN DES QUESTIONS COMMUNES~~

~~Etablissement public du Palais de la porte Dorée.~~

~~Etablissement public du musée du quai Branly-Jacques Chirac~~

~~Institut national de recherches archéologiques préventives.~~

~~Institut national d'histoire de l'art.~~

~~Bibliothèque nationale de France.~~

~~Etablissement public du musée du Louvre.~~

~~Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.~~

~~Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.~~

~~Bibliothèque publique d'information.~~

~~Centre national d'art et de culture Georges Pompidou, Etablissement public "Cité de la céramique-Sèvres et Limoges".~~

~~Centre des monuments nationaux.~~

~~Centre national du cinéma et de l'image animée.~~

~~Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau.~~

~~Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet.~~

~~Etablissement public du musée Rodin.~~

~~Etablissement public du musée national Picasso, Paris.~~

~~Musée national Jean-Jacques Henner.~~

~~Musée national Gustave Moreau.~~

~~Centre national des Arts plastiques.~~

~~Institut national du patrimoine.~~

Centre national du Livre.

-

Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

-

Ecole nationale supérieure des beaux-arts.

-

Conservatoire national supérieur d'art dramatique.

-

Ecole nationale supérieure d'art de Bourges.

-

Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise.

-

Ecole nationale supérieure d'art de Dijon.

-

Ecole nationale supérieure d'art de Limoges.

-

Ecole nationale supérieure d'art de Nancy.

-

Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles.

-

Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

-

Etablissement public "Villa Arson".

-

Académie de France à Rome.

-

Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

-

Ecole du Louvre.

-

Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon.

-

Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

-

Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM).

-

Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne la Vallée.

-

Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy.

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Belleville.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Malaquais.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint Etienne.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles.~~

Annexe 1

Liste des établissements publics administratifs entrant dans le champ de compétence du comité technique ministériel, pour l'examen des questions communes

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne

- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
 - Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
 - Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
 - Etablissement public du Palais de la porte Dorée
 - Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
 - Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
 - Etablissement public du musée du Louvre
 - Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet
 - Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
 - Etablissement public du musée du Quai Branly – Jacques Chirac
 - Établissement public du musée national Picasso - Paris
 - Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
 - Etablissement public du musée Rodin
 - Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
 - Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
 - Institut national d'histoire de l'art
 - Institut national du patrimoine
 - Institut national de recherches archéologiques préventives
 - Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture
-

Annexe 2

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1er janvier 2018, du ou des services pour lequel lesquels l'un des comités techniques mentionnés dans le présent arrêté, sont fixées comme suit :

<u>Comité technique ministériel</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
	<u>53,46%</u>	<u>46,54%</u>

<u>Comité technique d'administration centrale</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
	<u>59,07%</u>	<u>40,93%</u>

<u>Comités techniques de proximité DRAC</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>DAC Guadeloupe</u>	<u>58,06%</u>	<u>41,94%</u>
<u>DAC Guyane</u>	<u>48,00%</u>	<u>52,00%</u>
<u>DAC Martinique</u>	<u>55,56%</u>	<u>44,44%</u>
<u>DAC Réunion</u>	<u>62,50%</u>	<u>37,50%</u>
<u>DRAC Auvergne-Rhône-Alpes</u>	<u>61,67%</u>	<u>38,33%</u>
<u>DRAC Bourgogne-Franche-Comté</u>	<u>65,36%</u>	<u>34,64%</u>
<u>DRAC Bretagne</u>	<u>57,02%</u>	<u>42,98%</u>
<u>DRAC Val de Loire</u>	<u>61,61%</u>	<u>38,39%</u>
<u>DRAC Corse</u>	<u>58,33%</u>	<u>41,67%</u>
<u>DRAC Grand-Est</u>	<u>62,84%</u>	<u>37,16%</u>
<u>DRAC Hauts-de-France</u>	<u>62,21%</u>	<u>37,79%</u>
<u>DRAC Ile-de-France</u>	<u>68,95%</u>	<u>31,05%</u>
<u>DRAC Normandie</u>	<u>61,11%</u>	<u>38,89%</u>
<u>DRAC Nouvelle Aquitaine</u>	<u>62,37%</u>	<u>37,63%</u>
<u>DRAC Occitanie</u>	<u>62,95%</u>	<u>37,05%</u>
<u>DRAC Provence-Alpes-Côte d'Azur</u>	<u>67,81%</u>	<u>32,19%</u>
<u>DRAC Pays de la Loire</u>	<u>65,83%</u>	<u>34,17%</u>

<u>Comités techniques de proximité établissement publics</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>Académie de France à Rome.</u>	<u>50,00%</u>	<u>50,00%</u>
<u>Bibliothèque nationale de France</u>	<u>57,37%</u>	<u>42,63%</u>
<u>Bibliothèque publique d'information</u>	<u>64,89%</u>	<u>35,11%</u>

<u>Centre des monuments nationaux.</u>	<u>57,13%</u>	<u>42,87%</u>
<u>Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou</u>	<u>49,38%</u>	<u>50,62%</u>
<u>Centre national des arts plastiques</u>	<u>70,77%</u>	<u>29,23%</u>
<u>Centre national du cinéma et de l'image animée</u>	<u>59,34%</u>	<u>40,66%</u>
<u>Centre national du livre</u>	<u>70,31%</u>	<u>29,69%</u>
<u>Conservatoire national supérieur d'art dramatique</u>	<u>50,00%</u>	<u>50,00%</u>
<u>Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon</u>	<u>44,10%</u>	<u>55,90%</u>
<u>Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris</u>	<u>45,44%</u>	<u>54,56%</u>
<u>Ecole du Louvre</u>	<u>72,22%</u>	<u>27,78%</u>
<u>Ecole nationale supérieure des arts décoratifs</u>	<u>41,94%</u>	<u>58,06%</u>
<u>Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts</u>	<u>50,84%</u>	<u>49,16%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'art de Bourges</u>	<u>43,55%</u>	<u>56,45%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise</u>	<u>41,51%</u>	<u>58,49%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'art de Dijon</u>	<u>44,23%</u>	<u>55,77%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubusson</u>	<u>47,69%</u>	<u>52,31%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy</u>	<u>43,06%</u>	<u>56,94%</u>
<u>Villa Arson</u>	<u>34,55%</u>	<u>65,45%</u>
<u>Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles</u>	<u>42,86%</u>	<u>57,14%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux</u>	<u>35,29%</u>	<u>64,71%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne</u>	<u>51,33%</u>	<u>48,67%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand</u>	<u>40,31%</u>	<u>59,69%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble</u>	<u>40,20%</u>	<u>59,80%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille</u>	<u>38,82%</u>	<u>61,18%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon</u>	<u>37,16%</u>	<u>62,84%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée</u>	<u>44,20%</u>	<u>55,80%</u>

<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy</u>	<u>47,58%</u>	<u>52,42%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier</u>	<u>44,10%</u>	<u>55,90%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy</u>	<u>46 ,51%</u>	<u>53,49%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes</u>	<u>42,70%</u>	<u>57,30%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie</u>	<u>44,74%</u>	<u>55,26%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville</u>	<u>47,03%</u>	<u>52,97%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette</u>	<u>38,14%</u>	<u>61,86%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais</u>	<u>45,86%</u>	<u>54,14%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine</u>	<u>36,74%</u>	<u>63,26%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne</u>	<u>43,96%</u>	<u>56,04%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg</u>	<u>42,66%</u>	<u>57,34%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse</u>	<u>41,45%</u>	<u>58,55%</u>
<u>Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles</u>	<u>41,21%</u>	<u>58 ,79%</u>
<u>Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges</u>	<u>50,88%</u>	<u>49,12%</u>
<u>Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie</u>	<u>54,29%</u>	<u>45,71%</u>
<u>Etablissement public du musée du Louvre</u>	<u>57,12%</u>	<u>42,88%</u>
<u>Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet</u>	<u>53,13%</u>	<u>46,88%</u>
<u>Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée</u>	<u>66,20%</u>	<u>33,80%</u>
<u>Etablissement public du musée national Picasso - Paris</u>	<u>47,15%</u>	<u>52,85%</u>
<u>Établissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau</u>	<u>45,89%</u>	<u>54,11%</u>
<u>Etablissement public du musée Rodin</u>	<u>62,75%</u>	<u>37,25%</u>
<u>Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau</u>	<u>53,66%</u>	<u>46 ,34%</u>

<u>Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles</u>	<u>49,27%</u>	<u>50,73%</u>
<u>Institut national du patrimoine.</u>	<u>61,11%</u>	<u>38,89%</u>
<u>Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture</u>	<u>61,40%</u>	<u>38,60%</u>

<u>Comités techniques spécial DRAC</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
	<u>63,02%</u>	<u>36,98%</u>

<u>Comité technique spécial Archives nationales</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
	<u>50,73%</u>	<u>49,27%</u>

<u>Comité technique spécial Musées</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
	<u>48,92%</u>	<u>51,08%</u>

<u>Comité technique spécial Mobilier national</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
	<u>70,17%</u>	<u>29,33%</u>

Fait le 22 juillet 2014.

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
J.-F. Collin

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2014 instituant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

A l'article 1 de l'arrêté du 22 juillet 2014 susvisé, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 2

L'article 5 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Le troisième alinéa est supprimé ;

2° Il est ajouté un dixième alinéa ainsi rédigé :

« Musée des plans-reliefs ; »

3° Au quatorzième alinéa, les mots : « - musée de la Préhistoire » sont remplacés par les mots : « Musée de préhistoire des Eyzies-de-Tayac » ;

4° Le vingt-troisième alinéa est supprimé.

Article 3

L'article 6 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé auprès de chaque directeur général ou directeur concerné un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité d'établissement public compétent pour les établissements suivants :

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais

- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet
- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national du patrimoine
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture »

Article 4

L'article 7 du même arrêté est supprimé.

Article 5

L'annexe 2 du même arrêté est remplacé par l'annexe 1 au présent arrêté.

Article 6

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 7

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

Annexe 1

Liste des établissements publics administratifs entrant dans le champ de compétence du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel, pour l'examen des questions communes

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public du Palais de la porte Dorée
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet

- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Etablissement public du musée du Quai Branly – Jacques Chirac
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national d'histoire de l'art
- Institut national du patrimoine
- Institut national de recherches archéologiques préventives
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

Arrêté du 22 juillet 2014 instituant les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture

NOR: MCCB1416077A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.4)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 2014 relatif aux comités techniques au ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'avis du comité technique ministériel du 27 juin 2014,

Arrête :

Article 1

Sont institués des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~ conformément aux dispositions du présent arrêté. Ces comités apportent leur concours, dans les matières relevant de leurs compétences et sous réserve des dispositions du présent arrêté, aux comités techniques de même niveau.

Article 2

Il est créé auprès du ministre chargé de la culture, conformément à l'article 31 du décret du 28 mai 1982 susvisé un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel compétent pour connaître les questions intéressant l'ensemble des services du ministère chargé de la culture.

En application des dispositions de l'article 49 (1°) du décret du 28 mai 1982 susvisé, et sans préjudice de l'application de l'article du présent arrêté, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel est compétent pour l'examen des questions communes aux établissements publics administratifs mentionnés en annexe 1 au présent arrêté.

Article 3

Il est créé auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, conformément à l'article 32 du décret du 28 mai 1982 susvisé, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité ayant compétence pour connaître les questions relatives à tout ou partie des services d'administration centrale et des services à compétence nationale du ministère chargé de la culture.

Article 4

Il est créé auprès de chaque directeur régional des affaires culturelles et directeur des affaires culturelles, conformément à l'article 34 du décret du 28 mai 1982 susvisé, un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité compétent pour connaître les questions intéressant leurs services.

Article 5

Il est créé un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial :

1° Auprès du directeur chargé des musées pour les services à compétence nationale suivants :

~~Service des bibliothèques, des archives et de la documentation générale des musées de France ;~~

Musée du Moyen Age - thermes et hôtel de Cluny ;

Musée des châteaux de Malmaison et de Bois-Préau (annexes : maison Bonaparte, musées de l'île d'Aix) ;

Musée de la Renaissance, château d'Ecouen ;

Musée de Port-Royal-des-Champs ;

Musée Clemenceau et de Lattre de Tassigny ;

Musée Magnin ;

Musée des plans-reliefs ;

Musées nationaux du xxe siècle des Alpes-Maritimes :

- musée Fernand Léger ;

- musée du Message biblique Marc Chagall ;

- musée La guerre et la paix de Picasso ;

~~M~~ musée de la Préhistoire des Eyzies-de-Tayac ;

2° Auprès du directeur chargé des archives de France, pour les services à compétence nationale suivants :

Archives nationales du monde du travail ;

Archives nationales d'outre-mer ;

3° Auprès de l'administrateur général, pour le Service à compétence nationale du Mobilier national et des Manufactures nationales des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie ;

4° Auprès du chef de service chargé du patrimoine pour les services à compétence nationale suivants :

Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines ;

Laboratoire de recherche des monuments historiques ;

Médiathèque de l'architecture et du patrimoine ;

~~Musée national des plans et reliefs ;~~

5° Auprès de chacun des chefs des services à compétence nationale suivants :

Musées et domaines de Compiègne et de Blérancourt.

Centre de recherche et de restauration des musées de France.

Musée national et domaine du château de Pau.

Musée de l'archéologie nationale et domaine de Saint-Germain-en-Laye.

Archives nationales.

Les comités techniques auxquels les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des 1°, 2°, 4° et 5° du présent article apportent leur concours sont fixés en annexe 2 au présent arrêté.

Article 6

~~Il est créé auprès de chaque directeur général ou directeur concerné un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité d'établissement public compétent pour les établissements suivants :~~

~~-~~

~~Bibliothèque nationale de France.~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée du Louvre.~~

~~-~~

~~Etablissement public du château, du musée et du domaine national de Versailles.~~

~~-~~

~~Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie.~~

~~-~~

~~Bibliothèque publique d'information.~~

~~-~~

~~Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.~~

~~-~~

~~Etablissement public « Cité de la céramique Sèvres et Limoges ».~~
-
~~Centre des monuments nationaux.~~
-
~~Centre national du cinéma et de l'image animée.~~
-
~~Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau.~~
-
~~Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet.~~
-
~~Etablissement public du musée Rodin.~~
-
~~Etablissement public du musée national Picasso — Paris.~~
-
~~Centre national des arts plastiques.~~
-
~~Institut national du patrimoine.~~
-
~~Centre national du livre.~~
-
~~Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.~~
-
~~Ecole nationale supérieure des beaux-arts.~~
-
~~Conservatoire national supérieur d'art dramatique.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'art de Bourges.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'art de Dijon.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'art de Limoges.~~
-
~~Ecole nationale supérieure d'art de Nancy.~~
-
~~Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles.~~
-
~~Etablissement public « Villa Arson ».~~
-
~~Académie de France à Rome.~~
-
~~Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.~~
-
~~Ecole du Louvre.~~
-
~~Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon.~~
-
~~Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.~~
-
~~L'Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM).~~
-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont Ferrand.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Belleville.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris La Villette.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Malaquais.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris Val de Seine.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint Etienne.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse.~~

-

~~Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles.~~

Il est créé auprès de chaque directeur général ou directeur concerné un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité d'établissement public compétent pour les établissements suivants :

- Académie de France à Rome

- Bibliothèque nationale de France

- Bibliothèque publique d'information

- Centre des monuments nationaux

- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Centre national des arts plastiques

- Centre national du cinéma et de l'image animée

- Centre national du livre

- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet
- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national du patrimoine
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

Article 7

-
~~Il est créé, auprès des directeurs, un Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail unique, conformément au 3eme alinéa de l'article 32 du décret du 28 mai 1982, compétent pour les établissements suivants :~~

-

~~Musée national Gustave Moreau.~~

-

~~Musée national Jean-Jacques Henner.~~

Article 8

Il est créé, auprès des directeurs ou directeurs généraux concernés, un comité d'hygiène et de sécurité spécial commun à la Bibliothèque publique d'information et au Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Article 9

I. - Le nombre des représentants du personnel au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel est fixé ainsi qu'il suit :

Membres titulaires : 7.

Membres suppléants : 7.

II. - Le nombre des représentants du personnel au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionné à l'article 3 est fixé ainsi qu'il suit :

Membres titulaires : 7.

Membres suppléants : 7.

III. - Le nombre des représentants du personnel au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionnés aux articles 4 à 9 est fixé ainsi qu'il suit :

EFFECTIFS DE RÉFÉRENCE dans l'ensemble des structures entrant dans le champ de compétence du comité	MEMBRES TITULAIRES	MEMBRES SUPPLÉANTS
De 1 à 100	3	3
De 101 à 150	4	4
De 151 à 200	5	5
De 201 à 300	6	6
De 301 à 400	7	7
De 401 à 500	8	8
Au-delà de 500	9	9

Article 10

Le nombre de siège attribués à chaque organisation syndicale pour la mise en place des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail créés par le présent arrêté sont arrêtés :

1° Conformément à l'article 42 du décret du 28 mai 1982 susvisé, proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'élection ou de la désignation des représentants du personnel dans les comités techniques obligatoires, pour les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail placés au même niveau ;

2° Conformément au 2° de l'article 42 du décret du 28 mai 1982 susvisé par dépouillement à ce niveau des suffrages recueillis pour la composition d'un comité technique obligatoire de périmètre plus large.

Dispositions transitoires et diverses

Article 11

Cet arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 4 décembre 2014. L'arrêté du 18 décembre 2009 instituant les comités d'hygiène et de sécurité auprès des comités techniques paritaires du ministère chargé de la culture est abrogé à l'issue des mandats en cours des instances.

Article 12

La ministre chargée de la culture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

ANNEXE 2

~~Comités techniques auxquels les CHSCT de l'arrêté apportent leur concours (cas particuliers)~~

COMITÉ TECHNIQUE	COMITÉ(S) D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ et des conditions de travail lui apportant son concours
Comité technique d'administration centrale	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour le Laboratoire de recherche des monuments historiques, le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous- marine, et la Médiathèque de l'architecture et du

	<u>patrimoine.</u>
- Comité technique filière « musées »	- Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial de filière musées et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétents pour les Musées et domaines de Compiègne et Blérancourt, pour le Musée national et domaine du château de Pau, pour le Musée d'archéologie nationale et domaine de Saint-Germain en Laye et pour le Centre de recherche et de restauration des musées de France,
- Comité technique de filière « archives »	- Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial de filière archives et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des archives nationales-

Annexe 1

Liste des établissements publics administratifs entrant dans le champ de compétence du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ministériel, pour l'examen des questions communes

- Académie de France à Rome
- Bibliothèque nationale de France
- Bibliothèque publique d'information
- Centre des monuments nationaux
- Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou
- Centre national des arts plastiques
- Centre national du cinéma et de l'image animée
- Centre national du livre
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Ecole du Louvre
- Ecole nationale supérieure des arts décoratifs
- Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts
- Ecole nationale supérieure d'art de Bourges
- Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise
- Ecole nationale supérieure d'art de Dijon
- Ecole nationale supérieure d'art de Limoges - Aubussun
- Ecole nationale supérieure d'art et de design de Nancy
- Villa Arson
- Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble
- Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon
- Ecole nationale supérieure d'architecture de la ville et des territoires à Marne-la-Vallée
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille-Luminy

- Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Étienne
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse
- Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles
- Etablissement public du Palais de la porte Dorée
- Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges
- Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie
- Etablissement public du musée du Louvre
- Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet
- Etablissement public du musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée
- Etablissement public du musée du Quai Branly – Jacques Chirac
- Établissement public du musée national Picasso - Paris
- Etablissement public du musée et domaine national du château de Fontainebleau
- Etablissement public du musée Rodin
- Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau
- Etablissement public du château et du domaine national de Versailles
- Institut national d'histoire de l'art
- Institut national du patrimoine
- Institut national de recherches archéologiques préventives
- Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

Annexe

ANNEXE 2

Comités techniques auxquels les CHSCT de l'arrêté apportent leur concours (cas particuliers)

COMITÉ TECHNIQUE	COMITÉ(S) D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ et des conditions de travail lui apportant son concours
Comité technique d'administration centrale	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'administration centrale Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétent pour le Laboratoire de recherche des monuments historiques, le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marine, et la Médiathèque de l'architecture et du patrimoine.

Comité technique filière « musées »	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial de filière musées et comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail compétents pour les Musées et domaines de Compiègne et Blérancourt, pour le Musée national et domaine du château de Pau, pour le Musée d'archéologie nationale et domaine de Saint-Germain-en-Laye et pour le Centre de recherche et de restauration des musées de France,
Comité technique de filière « archives »	Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial de filière archives et comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail des archives nationales

Fait le 22 juillet 2014.

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
J.-F. Collin

|

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 26 août 2014 instituant des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2001-621 du 12 juillet 2001 portant création de l'Institut national d'histoire de l'art ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'Etablissement public du musée du quai Branly ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 août 2014 instituant des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

L'article 2 de l'arrêté du 26 août 2014 susvisé est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les parts de femmes et d'hommes qui composent les effectifs de l'établissement pour lequel le comité technique est constitué sont précisées en annexe. Ces parts permettent notamment de déterminer le nombre de femmes et d'hommes devant figurer dans les listes de candidats aux élections professionnelles en cas de scrutin de liste. ».

Article 2

Il est inséré dans le même arrêté l'annexe au présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 4

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre de culture et par délégation :
Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

Pour la ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation et par délégation :

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1er janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein du comité technique sont fixées comme suit :

Comité technique de proximité	Femmes	Hommes
Institut national de l'histoire de l'art	68,89%	31,11%
Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac	65,32%	34,68%
Institut national de recherches archéologiques préventives	45 ,21%	54,79%

Arrêté du 26 août 2014 instituant des comités techniques et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail au musée du quai Branly, à l'Institut national de l'histoire de l'art et à l'Institut national de recherches archéologiques préventives

NOR: MCCB1416086A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.6)

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et la ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2001-621 du 12 juillet 2001 portant création de l'Institut national d'histoire de l'art ;

Vu le décret n° 2002-90 du 16 janvier 2002 portant statut de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret n° 2004-1350 du 9 décembre 2004 relatif au statut de l'Etablissement public du musée du quai Branly ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du 27 juin 2014,

Arrêtent :

Article 1

Il est créé un comité technique de proximité d'établissement public :

1° Auprès du directeur général de l'Institut national de l'histoire de l'art ;

2° Auprès du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

3° Auprès du président du musée du quai Branly.

Article 2

Le nombre des représentants du personnel au sein des comités techniques mentionnés à l'article 1er est fixé ainsi qu'il suit :

	MEMBRES titulaires	MEMBRES suppléants
Institut national de l'histoire de l'art	5	5
Musée du quai Branly	6	6
Institut national de recherches archéologiques préventives	10	10

Les parts de femmes et d'hommes qui composent les effectifs de l'établissement pour lequel le comité technique est constitué sont précisées en annexe. Ces parts permettent notamment de déterminer le nombre de femmes et d'hommes devant figurer dans les listes de candidats aux élections professionnelles en cas de scrutin de liste.

Article 3

Lorsque les effectifs au sein du ou des services pour lesquels le comité technique est constitué sont inférieurs ou égaux à 100 agents, les représentants du personnel sont élus au scrutin de sigle.

Article 4

En application des dispositions de l'article 35 (1°) du décret du 15 février 2011 susvisé, et sans préjudice de l'application de l'article 1er du présent arrêté, le comité technique du ministère chargé de la culture est compétent pour l'examen des questions communes aux établissements publics administratifs mentionnés à l'article 1er du présent arrêté.

Article 5

Le vote a lieu à l'urne et sous enveloppe et par correspondance.

Sont notamment admis à voter par correspondance les agents n'exerçant pas leurs fonctions au siège d'une section de vote ou d'un bureau de vote, les agents en congé régulier, parental, de maladie, de paternité, de maternité, de présence parentale, en position d'absence régulièrement autorisée ou éloignés du service pour raisons professionnelles ainsi que les agents empêchés de prendre part au vote direct par suite des nécessités de service.

Ces agents ont néanmoins la faculté de voter directement à la section de vote à laquelle ils sont rattachés.

Dans ce cas, le vote direct prévaut lorsque l'électeur utilise les deux procédures.

Article 6

Il est créé un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de proximité d'établissement public :

1° Auprès du directeur général de l'Institut national de l'histoire de l'art ;

2° Auprès du président de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

3° Auprès du président du musée du quai Branly.

Conformément à l'article 37 du décret du 28 mai 1982 susvisé, chaque comité créé en application du présent article apporte son concours au comité technique de l'établissement concerné mentionné à l'article 1er.

Article 7

Le nombre des représentants du personnel au sein des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionnés à l'article 6 est fixé ainsi qu'il suit :

	MEMBRES titulaires	MEMBRES suppléants
Institut national de l'histoire de l'art	5	5
Musée du quai Branly	6	6
Institut national de recherches archéologiques préventives	9	9

Article 8

En application des dispositions de l'article 49 (1°) du décret du 28 mai 1982 susvisé, et sans préjudice de l'application de l'article 6 du présent arrêté, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du ministère chargé de la culture est compétent pour l'examen des questions communes aux établissements publics administratifs mentionnés à l'article 1er du présent arrêté.

Dispositions transitoires et diverses

Article 9

Cet arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

Article 10

A modifié les dispositions suivantes :

- Abroge Arrêté du 9 février 2010 (Ab)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - TITRE IER : COMITE TECHNIQUE PARITAIRE CENTRAL (VT)

- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - TITRE II : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES SPECIAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - TITRE III : COMITES D'HYGIENE ET DE SECURITE (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - TITRE IV : MODALITES RELATIVES A LA CONSULTATIO... (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 9 février 2010 - art. 9 (VT)

Article 11

La ministre chargée de la culture est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1er janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein du comité technique sont fixées comme suit :

<u>Comité technique de proximité</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>Institut national de l'histoire de l'art</u>	<u>68,89%</u>	<u>31,11%</u>
<u>Etablissement public du musée du quai Branly – Jacques Chirac</u>	<u>65,32%</u>	<u>34,68%</u>
<u>Institut national de recherches archéologiques préventives</u>	<u>45,21%</u>	<u>54,79%</u>

Fait le 26 août 2014.

La ministre de la culture et de la communication,
 Pour la ministre et par délégation :
 Le secrétaire général,
 J.-F. Collin

La ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,
 Pour la ministre et par délégation :

F. Guin

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 26 août 2014 instituant un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'Etablissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006 relatif à l'Etablissement public du palais de la porte Dorée ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 26 août 2014 instituant un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'Etablissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

L'article 2 de l'arrêté du 26 août 2014 susvisé est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les parts de femmes et d'hommes qui composent les effectifs de l'établissement pour lequel le comité technique est constitué sont précisées en annexe. Ces parts permettent notamment de déterminer le nombre de femmes et d'hommes devant figurer dans les listes de candidats aux élections professionnelles en cas de scrutin de liste. ».

Article 2

Il est inséré dans le même arrêté l'annexe au présent arrêté.

Article 3

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 4

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre de culture et par délégation :
Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

Pour le ministre de l'intérieur et par délégation :
XXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXX

Pour la ministre de l'enseignement supérieur,
de la recherche et de l'innovation et par délégation :
XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1er janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein du comité technique sont fixées comme suit :

Comité technique de proximité	Femmes	Hommes
Etablissement public du palais de la porte Dorée		
	56,99%	43,01%

POINT 3 – DOCUMENT 3.9

Arrêté du 26 août 2014 instituant un comité technique et un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail à l'Etablissement public de la porte Dorée - Cité nationale de l'histoire de l'immigration

NOR: MCCB1416088A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.8)

Le ministre de l'intérieur, la ministre de la culture et de la communication et la secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 2006-1388 du 16 novembre 2006 relatif à l'Etablissement public du palais de la porte Dorée ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques paritaires ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du 27 juin 2014,

Arrêtent :

Article 1

Il est créé auprès du directeur général de l'Etablissement public de la porte Dorée un comité de proximité d'établissement public.

Article 2

Le nombre des représentants du personnel au sein du comité technique mentionné à l'article 1er est fixé ainsi qu'il suit :

4 représentants titulaires ;

4 représentants suppléants.

Les parts de femmes et d'hommes qui composent les effectifs de l'établissement pour lequel le comité technique est constitué sont précisées en annexe. Ces parts permettent notamment de déterminer le nombre de femmes et d'hommes devant figurer dans les listes de candidats aux élections professionnelles en cas de scrutin de liste.

Article 3

Lorsque les effectifs au sein de l'établissement pour lesquels le comité technique est constitué sont inférieurs ou égaux à 100 agents, les représentants du personnel sont élus au scrutin de sigle.

Article 4

En application des dispositions de l'article 35 (1°) du décret du 15 février 2011 susvisé et sans préjudice de l'application de l'article 1er du présent arrêté, le comité technique du ministère chargé de la culture est compétent pour l'examen des questions communes aux établissements publics sous tutelle du ministre chargé de la culture, dont l'établissement public administratif mentionné à l'article 1er du présent arrêté.

Article 5

Le vote a lieu à l'urne et sous enveloppe et par correspondance.

Sont notamment admis à voter par correspondance les agents n'exerçant pas leurs fonctions au siège d'une section de vote ou d'un bureau de vote, les agents en congé régulier, parental, de maladie, de paternité, de maternité, de présence parentale, en position d'absence régulièrement autorisée ou éloignés du service pour raisons professionnelles ainsi que les agents empêchés de prendre part au vote direct par suite des nécessités de service.

Ces agents ont néanmoins la faculté de voter directement à la section de vote à laquelle ils sont rattachés.

Dans ce cas, le vote direct prévaut lorsque l'électeur utilise les deux procédures.

Article 6

Il est créé auprès du directeur général de l'Etablissement public de la porte Dorée un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail d'établissement public.

Conformément à l'article 37 du décret du 28 mai 1982 susvisé, ce comité créé apporte son concours au comité technique de l'établissement concerné mentionné à l'article 1er.

Article 7

Le nombre des représentants du personnel au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionnés à l'article 6 est fixé ainsi qu'il suit :

4 représentants titulaires ;

4 représentants suppléants.

Article 8

En application des dispositions de l'article 49 (1°) du décret du 28 mai 1982 susvisé et sans préjudice de l'application de l'article 6 du présent arrêté, le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail du ministère chargé de la culture est compétent pour l'examen des questions communes aux établissements publics sous tutelle du ministre chargé de la culture, dont l'établissement public administratif mentionné à l'article 1er du présent arrêté.

Dispositions transitoires et diverses

Article 9

Cet arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

Article 10

A modifié les dispositions suivantes :

- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 1 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 10 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 11 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 12 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 14 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 2 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 3 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 4 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 5 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 6 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 7 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8-1 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 9 (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE IER : COMITE HYGIENE ET SECURITE MINISTERIEL (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE II : COMITES HYGIENE ET SECURITE CENTRAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE III : COMITES HYGIENE ET SECURITE SPECIAUX (VT)

- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE IV : COMITES HYGIENE ET SECURITE REGIONAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 1 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 10 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE III : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES SPECIAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 11 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 12 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 14 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 2 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 3 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE IER : COMITE TECHNIQUE PARITAIRE MINISTERIEL (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE II : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES CENTRAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - TITRE IV : COMITES TECHNIQUES PARITAIRES REGIONAUX (VT)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 1 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 10 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 2 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 3 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 4 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 4 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 5 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 5 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 6 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 6 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 7 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 7 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8-1 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 8 (Ab)
- Abroge Arrêté du 18 décembre 2009 - art. 9 (Ab)

Article 11

La ministre de la culture et de la communication est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1er janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein du comité technique sont fixées comme suit :

<u>Comité technique de proximité</u>	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>Etablissement public du palais de la porte Dorée</u>		
	<u>56,99%</u>	<u>43,01%</u>

Fait le 26 août 2014.

La ministre de la culture et de la communication,

Pour la ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

J.-F. Collin

Le ministre de l'intérieur,

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement de la directrice de l'accueil, l'accompagnement des étrangers et de la nationalité

La cheffe de service, adjointe à la directrice,

C. Wils-Morel

La secrétaire d'Etat chargée de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Pour la ministre et par délégation :

Le secrétaire général,

F. Guin

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 10 novembre 2011 créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère de la culture et de la communication

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 91-486 du 14 mai 1991 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de la filière recherche du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux ;

Vu le décret n°95-239 du 2 mars 1995 modifié portant statut particulier du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture ;

Vu le décret n°98-188 du 19 mars 1998 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux corps de chargés d'études documentaire ;

Vu le décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 modifié portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;

Vu le décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 modifié fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art ;

Vu le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 modifié portant statut du corps de l'inspection générale des affaires culturelles ;

Vu le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat ;

Vu le décret n° 2007-1405 du 28 septembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques et adaptation au droit communautaire des règles applicables à la restauration des immeubles classés ;

Vu le décret n°2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2010-302 du 19 mars 2010 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-229 du 16 février 2012 modifié portant statut particulier du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France ;

Vu le décret n° 2012-230 du 16 février 2012 modifié portant statut particulier du corps des techniciens d'art ;

Vu le décret n° 2013-788 du 28 août 2013 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 2013-830 du 16 septembre 2013 modifié portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation du ministère de la culture ;

Vu le décret n° 2015-286 du 11 mars 2015 portant statut particulier du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle ;

Vu le décret n° 2017-418 du 27 mars 2017 modifié portant statut particulier du corps des chefs de travaux d'art ;

Vu le décret n° 2018-105 du 15 février 2018 portant statut particulier du corps des professeurs et du corps des maîtres de conférences des écoles nationales supérieures d'architecture ;

Vu le décret n° 2018-106 du 15 février 2018 relatif au conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2011 créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

L'article 1 de l'arrêté du 10 novembre 2011 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des inspecteurs généraux des affaires culturelles, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Inspecteurs généraux des affaires culturelles	1	1

»

Article 2

L'article 2 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Inspecteurs hors classe de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	1	1
Inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	2	2

»

Article 3

L'article 3 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des administrateurs civils du ministère de la culture, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Administrateurs civils généraux	1	1
Administrateurs civils hors classe	1	1
Administrateurs civils	1	1

»

Article 4

L'article 4 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des attachés d'administration, relevant en gestion du ministère de la culture, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Attachés hors classe	1	1
Attachés principaux d'administration	2	2
Attachés d'administration	2	2

»

Article 5

A l'article 5 du même arrêté, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 6

L'article 6 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat du ministère de la culture, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Adjoints administratifs principaux de 1re classe	2	2
Adjoints administratifs principaux de 2e classe	2	2
Adjoints administratifs	2	2

»

Article 7

A l'article 7 du même arrêté, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 8

A l'article 8 du même arrêté, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 9

L'article 9 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des architectes en chef des monuments historiques, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Architectes en chef des monuments historiques	1	1

»

Article 10

L'article 10 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des chargés d'études documentaires des ministères chargés de la culture et de l'éducation nationale, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Chargés d'études hors classe		
Chargés d'études principaux	2	2
Chargés d'études documentaires	2	2

»

Article 11

L'article 11 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires de documentation, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Secrétaires de documentation de classe exceptionnelle	1	1
Secrétaires de documentation de classe supérieure	1	1
Secrétaires de documentation de classe normale	2	2

»

Article 12

L'article 13 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général chargé du ministère de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Professeurs de 1re classe	1	1
Professeurs de 2e classe	2	2

»

Article 13

L'article 15 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des ingénieurs d'études, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Ingénieurs d'études hors classe	1	1
Ingénieurs d'études de classe normale	2	2

»

Article 14

L'article 16 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des ingénieurs de recherche, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Ingénieurs de recherche hors classe	1	1
Ingénieurs de recherche de 1re classe	1	1
Ingénieurs de recherche de 2e classe	1	1

»

Article 15

L'article 17 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des assistants ingénieurs, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Assistants ingénieurs	1	1

»

Article 16

L'article 18 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des techniciens de recherche, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Techniciens de recherche de classe exceptionnelle	1	1
Techniciens de recherche de classe supérieure	1	1
Techniciens de recherche de classe normale	1	1

»

Article 17

L'article 19 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRESENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine de classe supérieure	1	1
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine de classe normale	2	2

»

Article 18

A l'article 20 du même arrêté, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 19

A l'article 21 du même arrêté, les mots : « ministère de la culture et de la communication » sont remplacés par les mots : « ministère chargé de la culture ».

Article 20

L'article 22 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Adjoints techniques principaux de 1re classe	2	2
Adjoints techniques principaux de 2e classe	3	3
Adjoints techniques	2	2

»

Article 21

L'article 22-1 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des chefs de travaux d'art, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Chefs de travaux d'art principaux	1	1
Chefs de travaux d'art	1	1

»

Article 22

L'article 22-2 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat du ministère de la culture, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Adjoints techniques principaux de 1re classe	2	2
Adjoints techniques principaux de 2e classe	2	2
Adjoints techniques	1	1

»

Article 23

Après l'article 22-2 du même arrêté, il est inséré un article 22-3 ainsi rédigé :

« Les listes de candidats aux élections professionnelles des commissions administratives paritaires du ministère chargé de la culture sont composées d'un nombre de femmes et d'hommes correspondant à la part de femmes et d'hommes représentés au sein des instances concernées

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination des listes des candidats pour chacune des commissions administratives paritaires du ministère de la culture sont fixées en annexe. »

Article 24

Les articles 12 et 14 du même arrêté sont supprimés.

Article 25

Il est inséré dans le même arrêté l'annexe au présent arrêté.

Article 26

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018 à l'exception de l'article 24 qui entre en vigueur à l'installation du conseil national des enseignants-chercheurs des écoles nationales supérieures d'architecture prévu par le décret n°2018-106 du 15 février 2018 susvisé.

Article 27

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1^{er} janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein d'une commission administrative paritaire (CAP) sont fixées comme suit :

	Femmes	Hommes
CAP des inspecteurs généraux de l'administration des affaires culturelles	44,44%	55,56%
CAP des inspecteurs et conseillers de la création des enseignements artistiques et de l'action culturelle	53,37%	46,63%
CAP des administrateurs civils	40,00%	60,00%
CAP des attachés d'administration	66,14%	33,86%
CAP des secrétaires administratifs	80,26%	19,74%
CAP des adjoints administratifs	83,36%	16,64%
CAP des conservateurs du patrimoine	55,46%	44,54%
CAP des architectes en chef des monuments historiques	3,33%	96,67%
CAP des architectes et urbanistes de l'État	45,86%	54,14%
CAP des chargés d'études documentaires	76,94%	23,06%
CAP des secrétaires de documentation	73,50%	26,50%
CAP des professeurs des écoles d'art	33,33%	66,67%
CAP des ingénieurs d'études	55,67%	44,33%

	Femmes	Hommes
CAP des ingénieurs de recherche	51,90%	48,10%
	Femmes	Hommes
CAP des assistants ingénieurs	66,67%	33,33%
	Femmes	Hommes
CAP des techniciens de recherche	37,97%	62,03%
	Femmes	Hommes
CAP des ingénieurs des services culturels et du patrimoine	45,97%	54,03%
	Femmes	Hommes
CAP des techniciens des services culturels et des bâtiments de France	45,89%	54,11%
	Femmes	Hommes
CAP des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage	44,94%	55,06%
	Femmes	Hommes
CAP des chefs de travaux d'art	40,68%	59,32%
	Femmes	Hommes
CAP des techniciens d'art	49,84%	50,16%
	Femmes	Hommes
CAP des adjoints techniques des administrations de l'État	19,23%	80,77%

POINT 3 – DOCUMENT 3.11

Arrêté du 10 novembre 2011 créant et fixant la composition des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des corps relevant du ministère de la culture et de la communication

NOR: MCCB1131069A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.10)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 90-404 du 16 mai 1990 modifié portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine ;

Vu le décret n° 91-486 du 14 mai 1991 modifié portant statut particulier des corps de fonctionnaires de recherche de la mission de la recherche du ministère de la culture, de la communication et des grands travaux ;

Vu le décret n° 91-783 du 1er août 1991 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'assistants de service social des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 91-784 du 1er août 1991 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps des conseillers techniques de service social des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-261 du 23 mars 1992 modifié portant création du corps des techniciens d'art du ministère chargé de la culture et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps ;

Vu le décret n° 93-1240 du 17 novembre 1993 modifié portant création du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France et fixant les dispositions statutaires applicables à ce corps ;

Vu le décret n° 94-262 du 1er avril 1994 modifié relatif au statut des professeurs et maîtres-assistants des écoles d'architecture ;

Vu le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 95-239 du 2 mars 1995 modifié portant statut particulier du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage du ministère de la culture ;

Vu le décret n° 95-1143 du 25 octobre 1995 portant statut particulier du corps des secrétaires de documentation de la culture et de l'architecture, modifié par le décret n° 2003-77 du 23 janvier 2003 et le décret n° 2007-656 du 30 avril 2007 ;

Vu le décret n° 98-188 du 19 mars 1998 modifié fixant les dispositions statutaires applicables aux corps de chargés d'études documentaires ;

Vu le décret n° 98-898 du 8 octobre 1998 modifié portant statut particulier du corps des ingénieurs-économistes de la construction et du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine ;

Vu le décret n° 99-945 du 16 novembre 1999 portant statut particulier du corps des administrateurs civils ;

Vu le décret n° 2002-1318 du 31 octobre 2002 portant statut particulier du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, modifié par le décret n° 2007-653 du 30 avril 2007 ;

Vu le décret n° 2002-1520 du 23 décembre 2002 fixant les dispositions statutaires applicables au corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art, modifié par le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 ;

Vu le décret n° 2003-446 du 19 mai 2003 portant statut du corps de l'inspection générale des affaires culturelles, modifié par le décret n° 2008-144 du 15 février 2008 et le décret n° 2010-1080 du 14 septembre 2010 ;

Vu le décret n° 2004-474 du 2 juin 2004 portant statut du corps des architectes et urbanistes de l'Etat ;

Vu le décret n° 2005-1215 du 26 septembre 2005 modifié portant dispositions statutaires communes applicables aux corps des attachés d'administration et à certains corps analogues ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'Etat ;

Vu le décret n° 2007-1405 du 28 septembre 2007 modifié portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques et adaptation au droit communautaire des règles applicables à la restauration des immeubles classés,

Arrête :

Article 1

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des inspecteurs généraux des affaires culturelles, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Inspecteurs généraux des affaires culturelles	<u>21</u>	<u>21</u>

Article 2

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Inspecteurs hors classe de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	<u>21</u>	<u>21</u>
Inspecteurs et conseillers de la création, des enseignements artistiques et de l'action culturelle	2	2

Article 3

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des administrateurs civils du ministère de la culture ~~et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Administrateurs civils généraux	1	1
Administrateurs civils hors classe	<u>21</u>	<u>21</u>
Administrateurs civils	1	1

Article 4

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des attachés d'administration, relevant en gestion, du ministère de la culture ~~et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Attachés hors classe	<u>21</u>	<u>21</u>
Attachés principaux d'administration	2	2
Attachés d'administration	2	2

Article 5

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires administratifs du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Secrétaires administratifs de classe exceptionnelle	2	2
Secrétaires administratifs de classe supérieure	2	2
Secrétaires administratifs de classe normale	2	2

Article 6

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat du ministère de la culture ~~et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Adjoint administratif principal de 1re classe	2	2
Adjoint administratif principal de 2e classe	2	2
Adjoint administratif de 1re classe	2	2
Adjoint administratif de 2e classe	2	2

Article 7

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des conservateurs du patrimoine du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Conservateurs généraux du patrimoine	2	2
Conservateurs du patrimoine en chef	2	2
Conservateurs du patrimoine	2	2

Article 8

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des architectes et urbanistes de l'Etat, dont la composition est fixée comme suit :

GRADE	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Architectes urbanistes généraux de l'Etat	1	1
Architectes urbanistes en chef de l'Etat	2	2
Architectes urbanistes de l'Etat	2	2

Article 9

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des architectes en chef des monuments historiques, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Architectes en chef des monuments historiques	<u>12</u>	<u>12</u>

Article 10

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des chargés d'études documentaires ~~des~~ ministères chargés de la culture et ~~de la communication et du ministère~~ de l'éducation nationale, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Chargés d'études documentaires <u>principaux de 1re classe hors classe</u>	<u>2</u>	<u>2</u>
Chargés d'études documentaires <u>principaux de 2e classe</u>	2	2
Chargés d'études documentaires	2	2

Article 11

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des secrétaires de documentation,

dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Secrétaires de documentation de classe exceptionnelle	<u>21</u>	<u>21</u>
Secrétaires de documentation de classe supérieure	<u>21</u>	<u>21</u>
Secrétaires de documentation de classe normale	2	2

Article 12

~~Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère de la culture et de la communication, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture, dont la composition est fixée comme suit :~~

GRADES-	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS-	
	Titulaires-	Suppléants-
Professeurs de classe-exceptionnelle-	1-	1-
Professeurs de 1re classe-	2-	2-
Professeurs de 2e classe-	2-	2-

Article 13

Il est créé, auprès du secrétaire général chargé du ministère de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des professeurs des écoles nationales supérieures d'art, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Professeurs de 1re classe	<u>21</u>	<u>21</u>
Professeurs de 2e classe	2	2

Article 14

~~Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère de la culture et de la communication, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des maîtres assistants des écoles nationales supérieures d'architecture, dont la composition est fixée comme suit :~~

GRADES-	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS-	
	Titulaires-	Suppléants-
Maîtres assistants de classe-exceptionnelle-	2-	2-
Maîtres assistants de 1re classe-	2-	2-
Maîtres assistants de 2e classe-	2-	2-

Article 15

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des ingénieurs d'études, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Ingénieurs d'études hors classe	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>
Ingénieurs d'études <u>de classe normale de 1re classe</u>	2	2
Ingénieurs d'études de 2e classe	2	2

Article 16

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des ingénieurs de recherche, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Ingénieurs de recherche hors classe	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>
Ingénieurs de recherche de 1re classe	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>
Ingénieurs de recherche de 2e classe	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>

Article 17

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des assistants ingénieurs, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Assistants ingénieurs	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>

Article 18

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargés de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des techniciens de recherche, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Techniciens de recherche de classe exceptionnelle	<u>21</u>	<u>21</u>
Techniciens de recherche de classe supérieure	1	1
Techniciens de recherche de classe normale	<u>21</u>	<u>21</u>

Article 19

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des ingénieurs des services culturels et du patrimoine, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRESENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine de classe supérieure	<u>21</u>	<u>21</u>
Ingénieurs des services culturels et du patrimoine de classe normale	2	2

Article 20

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des techniciens d'art, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Techniciens d'art de classe exceptionnelle	2	2
Techniciens d'art de classe supérieure	2	2
Techniciens d'art de classe normale	2	2

Article 21

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des techniciens des services culturels et des Bâtiments de France, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Techniciens de classe exceptionnelle	2	2
Techniciens de classe supérieure	2	2
Techniciens de classe normale	2	2

Article 22

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Adjoints techniques principaux de 1re classe	2	2
Adjoints techniques principaux de 2e classe	2 ₃	2 ₃
Adjoints techniques de 1re classe	3 ₂	3 ₂
Adjoints techniques de 2e classe	2 -	2 -
	-	-

Article 22-1

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des chefs de travaux d'art ~~du ministère de la culture et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
<u>Chefs de travaux d'art principaux</u>	<u>1</u>	<u>1</u>
Chefs de travaux d'art	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>

Article 22-2

Il est créé, auprès du secrétaire général du ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~, une commission administrative paritaire compétente à l'égard du corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat du ministère de la culture ~~et de la communication~~, dont la composition est fixée comme suit :

GRADES	NOMBRE DE REPRÉSENTANTS	
	Titulaires	Suppléants
Adjointes techniques principales de 1re classe	2	2
Adjointes techniques principales de 2e classe	2	2
Adjointes techniques de 1re classe	2 <u>1</u>	2 <u>1</u>
Adjointes techniques de 2e classe	2 -	2 -

Article 22-3

Les listes de candidats aux élections professionnelles des commissions administratives paritaires du ministère chargé de la culture sont composées d'un nombre de femmes et d'hommes correspondant à la part de femmes et d'hommes représentés au sein des instances concernées

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination des listes des candidats pour chacune des commissions administratives paritaires du ministère de la culture sont fixées en annexe.

Article 23

Les dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées.

Article 24

Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le 10 novembre 2011.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
G. Boudy

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1^{er} janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein d'une commission administrative paritaire (CAP) sont fixées comme suit :

	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des inspecteurs généraux de l'administration des affaires culturelles</u>	<u>44,44%</u>	<u>55,56%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des inspecteurs et conseillers de la création des enseignements artistiques et de l'action culturelle</u>	<u>53,37%</u>	<u>46,63%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des administrateurs civils</u>	<u>40,00%</u>	<u>60,00%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des attachés d'administration</u>	<u>66,14%</u>	<u>33,86%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des secrétaires administratifs</u>	<u>80,26%</u>	<u>19,74%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des adjoints administratifs</u>	<u>83,36%</u>	<u>16,64%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des conservateurs du patrimoine</u>	<u>55,46%</u>	<u>44,54%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des architectes en chef des monuments historiques</u>	<u>3,33%</u>	<u>96,67%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des architectes et urbanistes de l'État</u>	<u>45,86%</u>	<u>54,14%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des chargés d'études documentaires</u>	<u>76,94%</u>	<u>23,06%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des secrétaires de documentation</u>	<u>73,50%</u>	<u>26,50%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des professeurs des écoles d'art</u>	<u>33,33%</u>	<u>66,67%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des ingénieurs d'études</u>	<u>55,67%</u>	<u>44,33%</u>

	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des ingénieurs de recherche</u>	<u>51,90%</u>	<u>48,10%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des assistants ingénieurs</u>	<u>66,67%</u>	<u>33,33%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des techniciens de recherche</u>	<u>37,97%</u>	<u>62,03%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des ingénieurs des services culturels et du patrimoine</u>	<u>45,97%</u>	<u>54,03%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des techniciens des services culturels et des bâtiments de France</u>	<u>45,89%</u>	<u>54,11%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des adjoints techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage</u>	<u>44,94%</u>	<u>55,06%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des chefs de travaux d'art</u>	<u>40,68%</u>	<u>59,32%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des techniciens d'art</u>	<u>49,84%</u>	<u>50,16%</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CAP des adjoints techniques des administrations de l'État</u>	<u>19,23%</u>	<u>80,77%</u>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements publics du ministère de la culture et de la communication

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, et notamment son article 1-2 ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements publics du ministère de la culture et de la communication ;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

Au premier alinéa de l'article 1 de l'arrêté du 17 décembre 2009 susvisé, les mots : « et de la communication » sont supprimés.

Article 2

L'article 2 du même arrêté est complété par un III ainsi rédigé :

« III. - Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire sont fixées par l'autorité auprès de laquelle la commission est placée, six mois au plus tard avant la date du scrutin. Ces parts sont appréciées sur l'ensemble des agents contractuels représentés par cette commission au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel, à l'exception des agents en congé non rémunéré. Elles sont fixées en annexe 5 du présent arrêté.

« Toutefois, si dans les six premiers mois de cette année de référence, une réorganisation du service ou une modification du cadre d'emploi entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs au sein de la commission, les parts respectives de femmes et d'hommes sont appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.

« En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection. ».

Article 3

Au troisième alinéa de l'article 7 du même arrêté, les mots : « d'un tiers » sont remplacés par les mots : « de 40 % ».

Article 4

L'article 12 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par les cinq alinéas suivants :

« Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de poste à pourvoir, titulaires et suppléants par niveau d'emploi, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

« Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission consultative paritaire. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

« Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

« Chaque liste déposée mentionne les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes.

« Toute organisation syndicale ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi. » ;

2° Au troisième alinéa, les mots : « à l'article 9 bis », sont remplacés par les mots : « au I de l'article 9 bis ».

Article 5

L'article 13 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies au 2ème et 3ème alinéa de l'article 12. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste. » ;

2° Au quatrième alinéa, les mots : « de l'article 9 bis » sont précédés des mots : « du I ».

Article 6

A l'article 14 du même arrêté, les mots : « de l'article 9 bis » sont précédés des mots : « du I ».

Article 7

L'article 18 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Au dixième alinéa, les mots : « - les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple dans la même enveloppe n° 2. » sont remplacés par les mots : « - les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple dans la même enveloppe n° 2 ; » ;

2° Il est inséré un onzième alinéa ainsi rédigé :

« - les enveloppes n° 1 et 2 non conformes aux modèles envoyés par l'administration. ».

Article 8

L'article 24 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Au I, après les mots : « à la période d'essai », sont insérés les mots : « , à l'exclusion des licenciements prononcés en application du troisième alinéa du IV de l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure, sur les décisions individuelles relatives au non-renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical » ;

2° Au II, il est inséré un huitième alinéa ainsi rédigé :

« - aux refus d'octroi de télétravail ; »

Article 9

A l'annexe 1 du même arrêté, les mots : « Ecoles nationales supérieures d'architecture » sont supprimés.

Article 10

L'annexe 2 du même arrêté est ainsi modifiée :

1° Les mots : « Ecoles nationales supérieures d'architecture » sont supprimés ;

2° Les mots : « Musée Gustave Moreau » et les mots : « Musée Jean-Jacques Henner » sont remplacés par les mots : « Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et du musée national Gustave Moreau » ;

3° Les mots « Musée Guimet » sont remplacés par les mots « Etablissement public du musée des arts asiatiques Guimet » ;

4° Les mots : « Musée d'Orsay » sont remplacés par les mots : « Etablissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie » ;

5° Les mots : « Musée Rodin » sont remplacés par les mots : « Etablissement public du musée Rodin » ;

6° Les mots : « Etablissement public du château de Fontainebleau » sont remplacés par les mots : « Etablissement public du musée et du domaine national du château de Fontainebleau ».

Article 11

Après l'annexe 4 du même arrêté, il est inséré l'annexe 5 au présent arrêté.

Article 12

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 13

Le secrétaire général du ministère de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait le [].

Pour la ministre et par délégation :
Le secrétaire général,

Hervé BARBARET

Annexe

Annexe 5

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1^{er} janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de l'une des commissions consultatives paritaires (CCP) susvisé sont fixées comme suit :

	Femmes	Hommes
CCP des personnels enseignants	34,95 %	65,05 %
	Femmes	Hommes
CCP des agents publics non titulaires relevant de la direction générale du patrimoine et des établissements publics mentionnés en annexe 2	57,84 %	42,16 %
	Femmes	Hommes
CCP des agents publics non titulaires relevant de la direction générale de la création artistique et des établissements publics mentionnés en annexe 3	54,60 %	45,40 %
	Femmes	Hommes
CCP des agents publics non titulaires relevant du secrétariat général, d'un service déconcentré ou d'une autre direction que celles précédemment mentionnées et des établissements publics mentionnés en annexe 4	57,87 %	42,13 %

Arrêté du 17 décembre 2009 instituant des commissions consultatives paritaires des agents non titulaires des services et de certains établissements du ministère de la culture et de la communication

NOR: MCCB0913204A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.12)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du ministère de la culture et de la communication du 30 mars 2009,

Arrête :

TITRE IER : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1

Il est institué au ministère chargé de la culture ~~et de la communication~~ quatre commissions consultatives paritaires :

-une commission consultative paritaire des personnels enseignants des établissements publics administratifs figurant en annexe 1 au présent arrêté, placée auprès du secrétaire général du ministère ;

-une commission consultative paritaire des agents publics non titulaires recrutés par le ministère pour occuper un poste au sein d'un service relevant de la direction générale des patrimoines ou de l'un des établissements publics administratifs figurant dans la liste figurant en annexe 2 au présent arrêté, placée auprès du directeur chargé du patrimoine ;

-une commission consultative paritaire des agents publics non titulaires recrutés par le ministère pour occuper un poste au sein d'un service relevant de la direction générale de la création artistique ou de l'un des établissements publics administratifs figurant dans la liste figurant en annexe 3 au présent arrêté, placée auprès du directeur chargé de la création artistique ;

-une commission consultative paritaire des agents publics non titulaires relevant du secrétariat général, d'un service déconcentré, d'une autre direction ou délégation que celle précitée ou de l'un des établissements publics administratifs figurant dans la liste figurant en annexe 4 au présent arrêté, placée auprès du secrétaire général du ministère.

Les établissements ne figurant pas dans les listes mentionnées aux précédents alinéas créent leur propre commission, compétente à l'égard des agents non titulaires rémunérés sur leur budget, par décision de leur autorité dirigeante.

TITRE II : DISPOSITIONS RELATIVES AUX COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES MINISTERIELLES

CHAPITRE IER : COMPOSITION

Article 2

I. — La commission consultative paritaire des personnels enseignants comprend :

1. 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants de l'administration ;
2. 3 représentants titulaires et 3 représentants suppléants du personnel.

II. — Les autres commissions mentionnées à l'article 1er comprennent :

1. 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants de l'administration ;

2. 4 représentants titulaires et 4 représentants suppléants du personnel, dont :

2 représentants titulaires et 2 représentants suppléants représentant les agents non titulaires de niveau d'emplois d'encadrement et de conception ;

1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant représentant les agents non titulaires de niveau d'emplois intermédiaires ;

1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant représentant les agents non titulaires de niveau d'emplois d'exécution.

III. - Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire sont fixées par l'autorité auprès de laquelle la commission est placée, six mois au plus tard avant la date du scrutin. Ces parts sont appréciées sur l'ensemble des agents contractuels représentés par cette commission au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel, à l'exception des agents en congé non rémunéré. Elles sont fixées en annexe 5 du présent arrêté.

Toutefois, si dans les six premiers mois de cette année de référence, une réorganisation du service ou une modification du cadre d'emploi entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs au sein de la commission, les parts respectifs de femmes et d'hommes sont appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.

En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection.

Article 3

Les membres des commissions consultatives paritaires sont désignés pour une période de quatre années. Leur mandat peut être renouvelé.

Article 4

Les représentants de l'administration, membres titulaires ou suppléants, venant en cours de mandat à cesser les fonctions en raison desquelles ils ont été nommés sont remplacés dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après. Le mandat de leurs successeurs expire dans ce cas lors du renouvellement de la commission.

Article 5

Les représentants du personnel, membres titulaires ou suppléants des commissions consultatives paritaires, venant en cours de mandat, par suite de fin de contrat, de démission, de congé sans rémunération, de congé de grave maladie de plus de six mois ou pour toute autre cause, à cesser les fonctions pour lesquelles ils ont été nommés sont remplacés dans les conditions prévues à l'article 6. Le mandat des remplaçants prend fin en même temps que celui des autres membres de la commission.

Article 6

Le remplacement des représentants du personnel se trouvant dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions, pour l'un des motifs énumérés à l'article 5 du présent arrêté, s'effectue dans les conditions suivantes :

- s'il s'agit d'un représentant titulaire, il est remplacé par le premier suppléant pris dans l'ordre de la liste au titre de laquelle il a été élu ;
- s'il s'agit d'un représentant suppléant, il est remplacé par le premier candidat non élu restant de la même liste ;
- lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues aux deux alinéas précédents, aux sièges de membres titulaires ou de membres suppléants auxquels elle a droit, l'organisation syndicale ayant présenté la liste désigne son représentant parmi les agents non titulaires relevant de la commission et, le cas échéant, du niveau d'emploi correspondant, éligibles au moment où se fait la désignation, pour la durée du mandat restant à courir.

CHAPITRE II : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION

Article 7

Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats des élections prévues à l'article 8, les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, sont nommés par arrêté du ministre chargé de la culture.

Ils sont choisis parmi les fonctionnaires du ministère chargé de la culture appartenant à un corps classé dans la catégorie A ou assimilé, ou parmi les agents non titulaires exerçant des fonctions de niveau équivalent.

Pour la désignation de ses représentants, l'administration doit respecter une proportion minimale ~~d'un tiers~~ de 40 % de personnes de chaque sexe. Cette proportion est calculée sur l'ensemble des membres représentant l'administration, titulaires et suppléants.

CHAPITRE III : DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Article 8

L'élection pour le renouvellement général des commissions consultatives paritaires a lieu à la date prévue par l'arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre de la fonction publique, pris en application de l'article 11 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires.

La durée du mandat des instances est réduite ou prorogée en conséquence par l'autorité auprès de laquelle les commissions sont placées, après avis du comité technique ministériel.

En cas d'élection partielle pour le renouvellement d'une commission ou la mise en place d'une nouvelle commission, la date du scrutin est fixée par l'autorité auprès de laquelle la commission est instituée. Dans ce cas, les représentants du personnel sont élus pour la durée du mandat restant à courir avant le renouvellement général.

Les modalités d'organisation de la désignation des représentants du personnel sont prévues par le présent arrêté.

Article 9

Sont électeurs les agents en position d'activité, de congé parental ou de présence parentale à la date de clôture des listes d'électeurs et qui justifient, à cette même date :

- soit d'un contrat à durée indéterminée ;
- soit, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ;
- soit d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois.

La qualité d'électeur s'apprécie au jour du scrutin.

Article 10

La liste des électeurs est arrêtée par l'autorité auprès de laquelle la commission est placée. Elle est affichée au moins un mois avant la date fixée pour le scrutin dans chacun des services concernés.

Dans les huit jours qui suivent la publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans le même délai et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale.

L'autorité auprès de laquelle la commission est placée statue sans délai sur ces réclamations.

Aucune modification n'est alors admise, sauf si l'événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.

Article 11

Sont éligibles les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de la commission.

Toutefois ne peuvent être élus ni les agents en congé de grave maladie, ni ceux qui sont frappés d'une incapacité prononcée par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral, ni ceux frappés d'une exclusion temporaire de fonctions en application du 3° de l'article 43-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier.

Article 12

~~Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants, par niveau d'emploi, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. Toute organisation ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi.~~

Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de poste à pourvoir, titulaires et suppléants par niveau d'emploi, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission consultative paritaire. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Chaque liste déposée mentionne les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes.

Toute organisation syndicale ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi.

Un même candidat ne peut pas être présenté par plusieurs listes au titre d'une même commission.

Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date fixée pour les élections, par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique de l'Etat, remplissent les conditions fixées au I de à l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales.

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales. L'organisation syndicale peut désigner un délégué suppléant.

Le dépôt de chaque liste doit, en outre, être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste.

Lorsque l'administration constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 9 bis

de la loi du 13 juillet 2013 précitée, elle remet au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste. Cette décision est remise au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes de candidatures.

Article 13

Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue à l'article précédent. Toutefois, si dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informe sans délai le délégué de liste. Celui-ci peut alors procéder, dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours francs susmentionné, aux rectifications nécessaires.

Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies au 2ème et 3ème alinéa de l'article 12. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste.

A défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'organisation ayant présenté cette liste est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat dans le niveau d'emplois concerné.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat défaillant peut également être remplacé, sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, le délai de rectification de trois jours prévu au présent article ne court à l'égard de cette liste qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsqu'il est saisi d'une contestation de la décision de l'administration, en application du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidature.

Les listes établies dans les conditions fixées par le présent arrêté sont affichées dès que possible dans les services concernés.

Lorsque aucune candidature n'a été présentée par les organisations syndicales, il est procédé à un tirage au sort parmi la liste des électeurs relevant de la commission consultative paritaire concernée et, le cas échéant, du niveau d'emploi.

Article 14

Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste nécessaires.

Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'administration informe dans un délai de trois jours francs l'union des syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application du présent arrêté.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du 2° du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à une union pour l'application du deuxième alinéa de l'article 15 du présent arrêté.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, la procédure décrite ci-dessus est mise en œuvre dans un délai de trois jours à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsque celui-ci est saisi d'une contestation de la décision de l'administration en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 précitée.

Article 15

Les bulletins de vote et les enveloppes sont établis aux frais de l'administration, d'après un modèle type fourni par celle-ci.

Il est fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.

Les bulletins de vote et les enveloppes sont transmis par les soins de l'administration aux agents inscrits sur la liste électorale.

Article 16

Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Le vote a lieu uniquement par correspondance et s'effectue de la façon suivante :

— deux semaines au moins avant la date du scrutin, le matériel de vote est envoyé aux électeurs par l'administration ;

— l'électeur insère le bulletin de vote dans une première enveloppe (dite enveloppe n° 1) qui peut ne pas être cachetée. Cette enveloppe ne doit porter aucune mention ni aucun signe distinctif ;

— il place ensuite cette enveloppe n° 1 dans une deuxième enveloppe (dite enveloppe n° 2), qu'il cache et sur laquelle il appose sa signature et porte lisiblement son nom, ses prénoms et son affectation ;

— il place enfin cette enveloppe n° 2 dans une troisième enveloppe (dite enveloppe n° 3) qu'il cache et qu'il adresse individuellement au bureau de vote dont il dépend. L'affranchissement de cette troisième enveloppe est pris en charge par l'administration.

L'envoi par correspondance doit parvenir au plus tard le jour du vote, avant l'heure de clôture du scrutin.

Article 17

Pour chaque commission consultative paritaire mentionnée au premier alinéa de l'article 1er, un bureau de vote central est institué auprès de l'autorité de rattachement. Il procède au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats.

Il comprend un président et un secrétaire désignés par décision de l'autorité auprès de laquelle chaque commission est placée ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.

Article 18

Le recensement et le dépouillement des votes ont lieu dans les conditions suivantes :

a) Réception des votes par correspondance :

Après la clôture du scrutin, le président du bureau central procède au recensement des votes recueillis par correspondance.

Les enveloppes n° 3, puis les enveloppes n° 2 sont ouvertes. Au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes n° 2, la liste électorale est émarginée et l'enveloppe n° 1 est déposée sans être ouverte dans l'urne correspondante.

Sont mises à part sans être ouvertes :

- les enveloppes n° 3 parvenues après l'heure de clôture du scrutin ;
- les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature de l'agent ou sur lesquelles le nom est illisible ;
- les enveloppes n° 2 multiples parvenues sous la signature d'un même agent ;
- les enveloppes n° 1 portant une mention ou un signe distinctif ;
- les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple sous une même enveloppe n° 2 ;
- les enveloppes n°1 et 2 non conformes aux modèles envoyés par l'administration.-

Le nom des électeurs dont émanent ces enveloppes n'est pas émarginé sur la liste électorale.

b) Dépouillement :

Lorsqu'il est procédé au dépouillement du scrutin, ne sont pas considérés comme valablement exprimés :

- les bulletins blancs ;
- les bulletins non conformes au modèle type ;
- les bulletins comportant des surcharges ou des ratures ou portant des signes de reconnaissance ;
- les bulletins trouvés dans l'urne sans enveloppe ;
- les bulletins multiples trouvés dans une même enveloppe n° 1 et émanant de différentes organisations syndicales.

Sont considérés comme valablement exprimés et comptent pour un seul vote les bulletins multiples trouvés dans une même enveloppe n° 1 et émanant d'une même organisation syndicale.

c) Procès-verbal et proclamation des résultats :

Le bureau de vote central comptabilise, sur l'ensemble des électeurs, le nombre de votants et l'ensemble des votes s'étant portés sur les organisations syndicales en présence et établit un procès-verbal des opérations électorales sur lequel sont portés le nombre d'électeurs inscrits et le nombre de votants. Il détermine le quotient électoral en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires du personnel à élire au sein de la commission consultative paritaire. Chaque liste a droit à autant de sièges de représentant titulaire du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Les sièges restant éventuellement à pourvoir sont répartis suivant la règle de la plus forte moyenne. Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Il est ensuite attribué à chaque organisation syndicale un nombre de sièges de représentant suppléant égal à celui des sièges de représentant titulaire obtenu par cette organisation syndicale en application de l'alinéa précédent. Les représentants suppléants sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

d) Dispositions relatives à la répartition des sièges par niveau d'emploi :

La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit les sièges de titulaires qu'elle souhaite se voir attribuer sous réserve de ne pas empêcher par son choix une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auxquels elle a droit dans les niveaux d'emploi pour lesquels elle avait présenté des candidats. Elle ne peut toutefois choisir d'emblée plus d'un siège dans chacun des niveaux d'emploi pour lesquels elle a présenté des candidats que dans le cas où aucune liste n'a présenté de candidats pour le ou les niveaux d'emploi considérés.

Les autres listes exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquels elles peuvent prétendre, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves. En cas d'égalité du nombre des sièges obtenus, l'ordre des choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenu par les listes en présence. En cas d'égalité du nombre des suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort.

Lorsque la procédure prévue ci-dessus n'a pas permis à une ou plusieurs listes de pourvoir tous les sièges auxquels elle aurait pu prétendre, ces sièges sont attribués à la liste qui, pour les niveaux d'emploi dont les représentants restent à désigner, a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidats pour un niveau d'emploi considéré, les représentants de ce niveau d'emploi sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents non titulaires de ce niveau en résidence dans le ressort de la commission consultative paritaire dont les représentants doivent être membres. Si les agents non titulaires ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.

e) Dispositions spéciales :

Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté, en application du premier alinéa de l'article 12 du présent arrêté, le plus grand nombre de candidats à élire au titre de la commission consultative paritaire. Si plusieurs listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.

Article 19

Le bureau de vote établit un procès-verbal des opérations électorales qui est immédiatement transmis aux délégués de chaque liste en présence et proclame les résultats.

Article 20

Lorsqu'une liste commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée et rendue publique par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur liste. A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à parts égales entre les organisations concernées. Cette répartition est mentionnée sur les listes de candidats affichées dans les sections de vote.

Article 22

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées devant le ministre chargé de la culture dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.

Article 23

Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats des élections prévues à l'article 8 du présent arrêté, les représentants de l'administration sont nommés par décision du ministre chargé de la culture.

CHAPITRE IV : ATTRIBUTIONS

Article 24

I. - Les commissions consultatives paritaires sont obligatoirement consultées sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai, à l'exclusion des licenciements prononcés en application du troisième alinéa du IV de l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure, sur les décisions individuelles relatives au non-renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical et sur les sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme.

II. - Elles peuvent être consultées sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires relevant de leur champ de compétences. Elles peuvent être saisies par les intéressés ou à la demande de la moitié des représentants du personnel, par demande écrite adressée à leur président, des questions d'ordre individuel relatives :

- à l'application des dispositions figurant dans les contrats ;
- aux sanctions disciplinaires autres que celles donnant lieu à une consultation obligatoire ;
- aux refus de congés pour formation syndicale, congé pour convenance personnelle, congé pour formation professionnelle, congé de représentation, congé pour création d'entreprise ;
- aux refus d'autorisation d'accomplir un service à temps partiel et aux conditions d'exercice du temps partiel ;

- aux refus d'autorisation d'absence pour suivre une action de préparation à un concours ou à une action de formation ;

- aux conditions de réemploi après un des congés mentionnés à l'article 32 du 17 janvier 1986 susvisé ;

- aux refus d'octroi de télétravail ;

- à l'appréciation relative à la manière de servir de l'agent et au document d'évaluation le concernant.

CHAPITRE V : FONCTIONNEMENT

Article 25

Les commissions consultatives paritaires sont présidées par l'autorité auprès de laquelle elles sont placées. En cas d'empêchement, le président désigne pour le remplacer un autre représentant de l'administration membre de la commission consultative paritaire. Il en est fait mention au procès-verbal.

Chaque commission élabore son règlement intérieur et désigne en son sein, lors de sa réunion d'installation, deux représentants du personnel pour participer aux réunions des comités techniques compétents, lorsque ces derniers examinent des questions relatives à la situation des agents non titulaires.

Le secrétariat est assuré par un membre de la commission, représentant de l'administration. La commission désigne en son sein un représentant du personnel pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint. Un procès-verbal est établi après chaque séance. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire et le secrétaire adjoint, puis transmis dans un délai d'un mois aux membres de la commission.

Article 26

Les commissions consultatives paritaires se réunissent au moins une fois par an sur convocation de leur président à son initiative ou sur demande écrite de la moitié des représentants titulaires du personnel, dans le délai maximal de deux mois.

Article 27

Les suppléants peuvent assister aux séances de la commission sans prendre part au vote. Ils n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Ces experts ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Article 28

La commission émet son avis à la majorité des membres présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Toutefois, à la demande de l'un des membres titulaires de la commission, le vote

a lieu à bulletin secret. Les abstentions sont admises. En cas de partage égal des voix, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.

Lorsque l'autorité compétente prend une décision contraire à l'avis ou à la proposition émise par la commission, cette autorité doit informer la commission des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre l'avis ou la proposition dans un délai d'un mois.

Les séances de la commission ne sont pas publiques.

Article 29

Les commissions consultatives paritaires siègent en formation restreinte lorsqu'elles sont saisies des questions relatives aux sanctions disciplinaires, à l'application des stipulations figurant dans les contrats, au compte rendu de l'entretien professionnel, aux conditions de réemploi après un des congés mentionnés à l'article 32 du décret du 17 janvier 1986 susvisé ainsi qu'à la mise en œuvre du dispositif d'évolution indiciaire à intervalles prédéterminés prévu par la circulaire relative à la gestion et à la rémunération des agents non titulaires.

Lorsque les commissions consultatives paritaires siègent en formation restreinte, seuls les membres titulaires et, éventuellement, leurs suppléants représentant le niveau d'emploi auquel appartient l'agent non titulaire intéressé et les membres titulaires ou suppléants représentant le niveau d'emploi immédiatement supérieur ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration sont appelés à délibérer.

Article 30

Un représentant du personnel ne peut prendre part aux délibérations de la commission lorsque celle-ci est appelée à statuer sur son cas. Il est alors remplacé par un membre suppléant. Si ni le représentant titulaire ni le représentant suppléant ne peuvent valablement siéger, il est procédé à un tirage au sort parmi les agents non titulaires ayant la qualité d'électeur. Si l'agent ainsi désigné n'accepte pas sa nomination, le siège vacant des représentants du personnel est attribué à un représentant de l'administration.

Article 31

Lorsque la commission est appelée à se prononcer sur une sanction disciplinaire ou un licenciement, l'intéressé est informé par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance des date, lieu et heure de la réunion, en l'invitant à faire connaître ses moyens de défense et à comparaître, s'il le désire, assisté d'un défenseur de son choix.

Le supérieur hiérarchique de l'agent est avisé de cette convocation.

L'agent a le droit d'obtenir la communication intégrale de son dossier individuel et de tous les documents annexes.

Il peut citer des témoins et présenter ses observations écrites ou verbales. Le droit de citer des témoins appartient également au chef du service du personnel et des affaires sociales.

La commission consultative paritaire est saisie d'un rapport indiquant clairement les faits reprochés et, s'il y a lieu, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis. Le rapport mentionne l'avis du supérieur hiérarchique de l'agent.

Même si l'intéressé n'a pas usé des possibilités qui lui sont offertes ou s'il n'a pas déféré à la convocation qui lui a été adressée de se présenter devant la commission, celle-ci siège valablement.

Article 32

La commission consultative paritaire ne délibère valablement qu'à la condition d'observer les règles de constitution et de fonctionnement édictées par la loi du 11 janvier 1984 et le décret du 17 janvier 1986 susvisé, le présent arrêté, ainsi que par son règlement intérieur.

En outre, les trois quarts au moins de ses membres doivent être présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission, qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents.

Article 33

Toutes facilités doivent être données par l'administration aux membres de la commission consultative paritaire pour leur permettre de remplir leurs attributions. En outre, communication doit leur être donnée de toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission huit jours au moins avant la date de la séance.

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre de participer aux réunions de la commission, sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte des délais de route, de la durée prévisible de la réunion et augmentée d'un temps égal à cette durée afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission, sans que ce temps puisse excéder deux journées.

Les membres de la commission sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Article 34

En cas de difficulté dans le fonctionnement de la commission consultative paritaire, le président de la commission en rend compte au ministre chargé de la culture qui statue après avis du comité technique ministériel.

La commission consultative paritaire peut, le cas échéant, être dissoute dans la forme prévue par sa constitution. Il est alors procédé, dans un délai de deux mois et selon la procédure ordinaire, à la constitution d'une nouvelle commission.

Article 35

Les membres de la commission ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette commission. Ils sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour dans les conditions fixées par le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006.

Article 36

L'arrêté du 28 octobre 1998 portant création d'une commission consultative paritaire compétente pour les agents contractuels du ministère chargé de la culture, recrutés en application de l'article 4 ou régis par les articles 73 et suivants de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires

relatives à la fonction publique de l'Etat est abrogé à la date d'installation des commissions consultatives paritaires instituées par le présent arrêté.

Article 37

Les commissions consultatives paritaires existantes au sein des établissements publics administratifs sous tutelle du ministère de la culture et de la communication demeurent compétentes jusqu'à l'installation de la commission consultative paritaire de rattachement nouvellement compétente en application de l'article 1er du présent arrêté.

Article 38

Toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées à compter de l'installation des commissions consultatives paritaires nouvellement compétentes.

Article 39

Le secrétaire général du ministère chargé de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexes

Annexe 1

(PERSONNELS ENSEIGNANTS)

~~Ecoles nationales supérieures d'architecture :~~

Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble ;
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles ;
Ecole nationale supérieure d'art de Bourges ;
Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson ;
Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise ;
Ecole nationale supérieure d'art de Dijon ;
Ecole nationale supérieure d'art de Nancy ;
Ecole nationale supérieure d'art de Nice villa Arson ;
Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles ;
Institut national du patrimoine ;
Ecole nationale supérieure des beaux-arts ;
Ecole nationale supérieure des arts décoratifs.

Annexe 2

(PERSONNELS NON ENSEIGNANTS)

~~Ecoles nationales supérieures d'architecture :~~

Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Bretagne ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Clermont-Ferrand ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Grenoble ;
Ecole nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Lyon ;
Ecole nationale supérieure d'architecture de Marne-la-Vallée ;

Ecole nationale supérieure d'architecture de Marseille ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Montpellier ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Nancy ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Nantes ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Normandie ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Belleville ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-La Villette ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Malaquais ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-Val de Seine ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Saint-Etienne ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Strasbourg ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Toulouse ;
 Ecole nationale supérieure d'architecture de Versailles ;
 Ecole du Louvre ;
 Institut national du patrimoine ;
~~Musée Gustave Moreau ;~~
~~Musée Jean-Jacques Henner~~
Etablissement public du musée national Jean-Jacques Henner et musée national Gustave Moreau;
Etablissement public du musée arts asiatiques Musée Guimet ;
Etablissement public du mMusée d'Orsay et du musée de l'Orangerie ;
Etablissement public du mMusée Rodin ;
 Etablissement public du musée et du domaine national du château de Fontainebleau ;
 Etablissement public du musée des Civilisations de l'Europe et de la Méditerranée (MuCEM) ;
 Etablissement public du Musée national Picasso-Paris.

Annexe 3

(PERSONNELS NON ENSEIGNANTS)

Ecole nationale supérieure d'art de Bourges ;
 Ecole nationale supérieure d'art de Limoges-Aubusson ;
 Ecole nationale supérieure d'art de Cergy-Pontoise ;
 Ecole nationale supérieure d'art de Dijon ;
 Ecole nationale supérieure d'art de Nancy ;
 Ecole nationale supérieure d'art de Nice villa Arson ;
 Ecole nationale supérieure de la photographie d'Arles ;
 Centre national des arts plastiques ;
 Ecole nationale supérieure des beaux-arts ;
 Ecole nationale supérieure des arts décoratifs ;
 Etablissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges.

Annexe 4

Bibliothèque publique d'information.

Annexe 5

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1^{er} janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de l'une des commissions consultatives paritaires (CCP) susvisé sont fixées comme suit :

	Femmes	Hommes
-		
<u>CCP des personnels enseignants</u>		<u>65,05 %</u>

	<u>34,95 %</u>	
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CCP des agents publics non titulaires relevant de la direction générale du patrimoine et des établissements publics mentionnés en annexe 2</u>	<u>57,84 %</u>	<u>42,16 %</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CCP des agents publics non titulaires relevant de la direction générale de la création artistique et des établissements publics mentionnés en annexe 3</u>	<u>54,60 %</u>	<u>45,40 %</u>
	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>CCP des agents publics non titulaires relevant du secrétariat général, d'un service déconcentré ou d'une autre direction que celles précédemment mentionnées et des établissements publics mentionnés en annexe 4</u>	<u>57,87 %</u>	<u>42,13 %</u>

Fait à Paris, le 17 décembre 2009.

Frédéric Mitterrand

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la culture

ARRETE du []

modifiant l'arrêté du 24 août 2011 portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

NOR:

La ministre de la culture,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, et notamment son article 1-2 ;

Vu le décret n° 2009-201 du 18 février 2009 portant statut des conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse de Paris et de Lyon ;

Vu le décret n° 2011-557 du 20 mai 2011 portant statut du Conservatoire national supérieur d'art dramatique ;

Vu le décret n° 2011-1006 du 24 août 2011 relatif à l'institution d'une commission consultative paritaire unique au Conservatoire national supérieur d'art dramatique, au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris ;

Vu l'arrêté du 24 août 2011 portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique;

Vu l'avis du comité technique ministériel en date du [],

Arrête :

Article 1

L'article 2 de l'arrêté du 24 août 2011 susvisé est ainsi modifié :

1° Au début du premier alinéa, il est ajouté un « I.- »

2° Il est ajouté les alinéas rédigés comme suit :

« II. - Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire unique sont fixées par l'autorité auprès de laquelle la commission est placée, six mois au plus tard avant la date du scrutin. Ces parts sont appréciées sur l'ensemble des agents contractuels représentés par cette commission au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel, à l'exception des agents en congé non rémunéré. Elles sont fixées en annexe du présent arrêté.

« Toutefois, si dans les six premiers mois de cette année de référence, une réorganisation du service ou une modification du cadre d'emploi entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs au sein de la commission, les parts respectifs de femmes et d'hommes sont appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.

« En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection. »

Article 2

Au troisième alinéa de l'article 7 du même arrêté, les mots : « d'un tiers » sont remplacés par les mots : « de 40 % ».

Article 3

L'article 12 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est remplacé par les cinq alinéas suivants :

« Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de poste à pourvoir, titulaires et suppléants par niveau d'emploi, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

« Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission consultative paritaire. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

« Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

« Chaque liste déposée mentionne les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes.

« Toute organisation syndicale ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi. » ;

2° Au troisième alinéa, les mots : « à l'article 9 bis » sont remplacés par les mots : « au I de l'article 9 bis ».

Article 4

L'article 13 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies au 2ème et 3ème alinéa de l'article 12. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste. »

2° Au quatrième alinéa, les mots : « de l'article 9 bis » sont précédés des mots : « du I ».

Article 5

A l'article 14 du même arrêté, les mots : « de l'article 9 bis » sont précédés des mots : « du I ».

Article 6

L'article 18 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Au dixième alinéa, les mots : « - les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple dans la même enveloppe n° 2. » sont remplacés par les mots : « - les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple dans la même enveloppe n° 2 ; » ;

2° Il est inséré un onzième alinéa ainsi rédigé :

« - les enveloppes n° 1 et 2 non conformes aux modèles envoyés par l'administration. ».

Article 7

L'article 23 du même arrêté est ainsi modifié :

1° Au I, après les mots : « à la période d'essai », sont insérés les mots : « , à l'exclusion des licenciements prononcés en application du troisième alinéa du IV de l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure, sur les décisions individuelles relatives au non-renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical » ;

2° Au II, il est inséré un huitième alinéa ainsi rédigé :

« - aux refus d'octroi de télétravail ; »

Article 8

Il est inséré dans le même arrêté l'annexe au présent arrêté.

Article 9

Le présent arrêté s'applique en vue des élections professionnelles du 6 décembre 2018.

Article 10

Le secrétaire général du ministère chargé de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la république française.

Fait à Paris, le
Pour la ministre de la culture,
Le Secrétaire général

Hervé BARBARET

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1^{er} janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté sont fixées comme suit :

	Femmes	Hommes
Commission consultative paritaire unique	39,97 %	60,03%

POINT 3 – DOCUMENT 3.15

Arrêté du 24 août 2011 portant création d'une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur d'art dramatique

NOR: MCCB1115801A

Version consolidée des modifications envisagées dans le projet d'arrêté (document 3.14)

Le ministre de la culture et de la communication,

Vu le code électoral, et notamment ses articles L. 5 et L. 6 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment son article 34 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, notamment son article 1-2 ;

Vu le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié par le décret n° 2010-677 du 21 juin 2010 portant diverses modifications relatives à la prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail ;

Vu le décret n° 2009-201 du 18 février 2009 portant statut des conservatoires nationaux supérieurs de musique et de danse de Paris et de Lyon ;

Vu le décret n° 2011-557 du 20 mai 2011 portant statut du Conservatoire national supérieur d'art dramatique ;

Vu le décret n° 2011-1006 du 24 août 2011 relatif à l'institution d'une commission consultative paritaire unique au Conservatoire national supérieur d'art dramatique, au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et au Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du Conservatoire national supérieur d'art dramatique du 10 février 2011 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon du 15 mars 2011 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris du 4 avril 2011,

Arrête :

Chapitre Ier :

Article 1

Il est créé une commission consultative paritaire unique compétente à l'égard des personnels contractuels de droit public du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, recrutés dans les conditions définies par la loi du 11 janvier 1984 susvisée.

Article 2

I.- Cette commission comprend six membres titulaires représentant l'administration et six membres titulaires représentant le personnel et un nombre égal de membres suppléants. Elle est composée comme suit :

1. Deux représentants titulaires et deux représentants suppléants du premier collège composé des personnels administratifs, scientifiques et techniques ;
2. Quatre représentants titulaires et quatre représentants suppléants du deuxième collège composé des personnels enseignants.

II. - Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire unique sont fixées par l'autorité auprès de laquelle la commission est placée, six mois au plus tard avant la date du scrutin. Ces parts sont appréciées sur l'ensemble des agents contractuels représentés par cette commission au 1^{er} janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel, à l'exception des agents en congé non rémunéré. Elles sont fixées en annexe du présent arrêté.

Toutefois, si dans les six premiers mois de cette année de référence, une réorganisation du service ou une modification du cadre d'emploi entraîne une variation d'au moins 20 % des effectifs au sein de la commission, les parts respectifs de femmes et d'hommes sont appréciées et fixées au plus tard quatre mois avant la date du scrutin.

En cas d'élection partielle, l'effectif de référence est apprécié à la date d'effet de la décision à l'origine de l'organisation de cette élection.

Article 3

Les membres de la commission consultative paritaire sont désignés pour une période de quatre années. Leur mandat peut être renouvelé.

Article 4

Les représentants de l'administration, membres titulaires ou suppléants, venant en cours de mandat à cesser les fonctions en raison desquelles ils ont été nommés, sont remplacés dans les conditions prévues à l'article 7 ci-après. Le mandat de leurs successeurs expire dans ce cas lors du

renouvellement de la commission.

Article 5

Les représentants du personnel, membres titulaires ou suppléants de la commission consultative paritaire, venant en cours de mandat, par suite de fin de contrat, de démission, de l'un des congés sans rémunération prévu par le décret du 17 janvier 1986 susvisé, de congé de grave maladie de plus de six mois ou pour toute autre cause, à cesser les fonctions pour lesquelles ils ont été nommés, sont remplacés dans les conditions prévues à l'article 6. Le mandat des remplaçants prend fin en même temps que celui des autres membres de la commission.

Article 6

Si, avant l'expiration de son mandat, l'un des représentants du personnel, membre titulaire ou suppléant de la commission, se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions pour l'un des motifs énumérés à l'article 5 ci-dessus, il est remplacé, jusqu'au renouvellement de la commission, dans les conditions définies ci-après.

Lorsqu'un représentant titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier suppléant pris dans l'ordre de la liste au titre de laquelle il a été élu.

Lorsqu'un représentant suppléant se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, il est remplacé par le premier candidat non élu restant de la même liste.

Lorsqu'une liste se trouve dans l'impossibilité de pourvoir, dans les conditions prévues aux deux alinéas précédents, aux sièges de membres titulaires ou de membres suppléants auxquels elle a droit pour un collège, l'organisation syndicale ayant présenté la liste désigne son représentant parmi les agents non titulaires de ce collège relevant de la commission, éligibles au moment où se fait la désignation, pour la durée du mandat restant à courir.

Lorsqu'un représentant du personnel, membre titulaire ou suppléant de la commission, vient à changer de collège, il continue à représenter le collège au titre duquel il a été désigné.

Chapitre II : Désignation des représentants de l'administration

Article 7

Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats des élections prévues à l'article 8, les représentants de l'administration, titulaires et suppléants, sont nommés par arrêté du ministre chargé de la culture.

Ils sont choisis parmi les fonctionnaires du ministère chargé de la culture appartenant à un corps classé dans la catégorie A ou assimilé ou parmi les agents non titulaires exerçant des fonctions de niveau équivalent.

Pour la désignation de ses représentants, l'administration doit respecter, dans la mesure du possible, une proportion minimale ~~d'un tiers~~ **de 40 %** de personnes de chaque sexe. Cette proportion est calculée sur l'ensemble des membres représentant l'administration, titulaires ou suppléants.

Chapitre III : Désignation des représentants du personnel

Article 8

Les représentants du personnel sont élus au scrutin de liste avec représentation proportionnelle.

L'élection pour le renouvellement général des commissions consultatives paritaires a lieu à la date prévue par l'arrêté conjoint du Premier ministre et du ministre de la fonction publique, pris en application de l'article 11 du décret n° 82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires.

La durée du mandat des instances est réduite ou prorogée en conséquence par l'autorité auprès de laquelle les commissions sont placées, après avis du comité technique ministériel.

En cas d'élection partielle pour le renouvellement d'une commission ou la mise en place d'une nouvelle commission, la date du scrutin est fixée par l'autorité auprès de laquelle la commission est instituée. Dans ce cas, les représentants du personnel sont élus pour la durée du mandat restant à courir avant le renouvellement général.

Les modalités d'organisation de la désignation des représentants du personnel sont prévues par le présent arrêté.

Article 9

Sont électeurs les agents en fonction, en congé parental ou de présence parentale à la date de clôture des listes d'électeurs et qui justifient, à cette même date :

- soit d'un contrat à durée indéterminée ;
- soit, depuis au moins deux mois, d'un contrat d'une durée minimale de six mois ;
- soit d'un contrat reconduit successivement depuis au moins six mois.

La qualité d'électeur s'apprécie au jour du scrutin.

Article 10

Il est établi une liste unique des électeurs appelés à voter, arrêtée par le directeur général de la création artistique. Elle est affichée dans chaque établissement au moins un mois avant la date fixée pour le scrutin.

Dans les huit jours qui suivent cette publication, les électeurs peuvent vérifier les inscriptions et, le cas échéant, présenter des demandes d'inscription. Dans le même délai et pendant trois jours à compter de son expiration, des réclamations peuvent être formulées contre les inscriptions ou omissions sur la liste électorale. Le directeur général de la création artistique statue sans délai sur ces réclamations.

Aucune modification n'est alors admise, sauf si l'événement postérieur et prenant effet au plus tard la veille du scrutin entraîne, pour un agent, l'acquisition ou la perte de la qualité d'électeur. Dans ce cas, l'inscription ou la radiation est prononcée au plus tard la veille du scrutin, soit à l'initiative de l'administration, soit à la demande de l'intéressé, et immédiatement portée à la connaissance des personnels par voie d'affichage.

Article 11

Sont éligibles les agents remplissant les conditions requises pour être inscrits sur la liste électorale de la commission.

Toutefois, ne peuvent être élus ni les agents en congé de grave maladie, ni ceux qui sont frappés d'une incapacité prononcée par les articles L. 5 et L. 6 du code électoral, ni ceux frappés d'une exclusion temporaire de fonctions en application de l'article 43-2 du décret du 17 janvier 1986 susvisé, à moins qu'ils n'aient été amnistiés ou qu'ils n'aient bénéficié d'une décision acceptant leur demande tendant à ce qu'aucune trace de la sanction prononcée ne subsiste à leur dossier.

Les agents qui relèvent de plusieurs collèges sont éligibles dans le collège correspondant à leur plus grande quotité de travail. En cas d'égalité de quotité de travail, ils sont éligibles dans le premier collège cité à l'article 2 du présent arrêté.

Article 12

~~Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de postes à pourvoir, titulaires et suppléants, par niveau d'emploi, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant. Toute organisation ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi.~~

Chaque liste de candidats comprend autant de noms qu'il y a de poste à pourvoir, titulaires et suppléants par niveau d'emploi, sans qu'il soit fait mention pour chacun des candidats de la qualité de titulaire ou de suppléant.

Chaque liste comprend un nombre de femmes et d'hommes correspondant aux parts respectives de femmes et d'hommes représentés au sein de la commission consultative paritaire. Ce nombre est calculé sur l'ensemble des candidats inscrits sur la liste.

Lorsque l'application de l'alinéa précédent n'aboutit pas à un nombre entier de candidats à désigner pour chacun des deux sexes, l'organisation syndicale procède indifféremment à l'arrondi à l'entier inférieur ou supérieur.

Chaque liste déposée mentionne les nom, prénoms et sexe de chaque candidat et indique le nombre de femmes et d'hommes.

Toute organisation syndicale ayant présenté une liste comportant un nombre insuffisant de candidats pour un niveau d'emploi est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat pour ce niveau d'emploi. »-

Un même candidat ne peut pas être présenté par plusieurs listes au titre d'une même commission.

Les listes doivent être déposées au moins six semaines avant la date fixée pour les élections, par les organisations syndicales qui, dans la fonction publique de l'Etat, remplissent les conditions fixées au I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. Les listes peuvent être communes à plusieurs organisations syndicales.

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué de liste, candidat ou non, désigné par l'organisation syndicale afin de représenter la liste dans toutes les opérations électorales. L'organisation syndicale peut désigner un délégué suppléant.

Le dépôt de chaque liste doit, en outre, être accompagné d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Le dépôt fait l'objet d'un récépissé remis au délégué de liste.

Lorsque l'administration constate que la liste ne satisfait pas aux conditions fixées par l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 2013 précitée, elle remet au délégué de liste une décision motivée déclarant l'irrecevabilité de la liste. Cette décision est remise au plus tard le jour suivant la date limite de dépôt des listes de candidatures.

Article 13

Aucune liste ne peut être déposée ou modifiée après la date limite prévue à l'article précédent.

Toutefois, si dans un délai de trois jours francs suivant la date limite de dépôt des listes, un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'administration informe sans délai le délégué de liste.

Le candidat inéligible est remplacé par un candidat désigné dans le respect des règles définies au 2ème et 3ème alinéa de l'article 12. A l'occasion de cette désignation, le délégué de liste peut modifier l'ordre de présentation de la liste.

Celui-ci peut alors procéder, dans un délai de trois jours à compter de l'expiration du délai de trois jours francs susmentionné, aux rectifications nécessaires.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, le délai de rectification de trois jours prévu à la première phrase du deuxième alinéa du présent article ne court à l'égard de cette liste qu'à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsqu'il est saisi d'une contestation de la décision de l'administration, en application du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

A défaut de rectification, si un ou plusieurs candidats inscrits sur une liste sont reconnus inéligibles, l'organisation ayant présenté cette liste est considérée comme n'ayant présenté aucun candidat dans le collège concerné.

Si le fait motivant l'inéligibilité est intervenu après la date limite de dépôt des listes, le candidat défaillant peut également être remplacé, sans qu'il y ait lieu de modifier la date des élections.

Aucun autre retrait de candidature ne peut être opéré après le dépôt des listes de candidature.

Les listes établies dans les conditions fixées par le présent arrêté sont affichées dès que possible dans les établissements concernés.

Lorsqu'à la date limite de dépôt des listes, aucune liste n'a été déposée, il est recouru à la procédure prévue à l'article 20 du présent arrêté.

Article 14

Lorsque plusieurs organisations syndicales affiliées à une même union de syndicats ont déposé des listes concurrentes pour une même élection, l'administration en informe, dans un délai de trois jours francs à compter de la date limite de dépôt des listes, les délégués de chacune des listes. Ces derniers disposent alors d'un délai de trois jours francs pour procéder aux modifications ou aux retraits de liste

nécessaires.

Si, après l'expiration de ce dernier délai, ces modifications ou retraits de liste ne sont pas intervenus, l'administration informe dans un délai de trois jours francs l'union des syndicats dont les listes se réclament. Celle-ci dispose alors d'un délai de cinq jours francs pour indiquer à l'administration, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la liste qui pourra se prévaloir de l'appartenance à l'union pour l'application du présent arrêté.

En l'absence de cette indication, les organisations syndicales ayant déposé les listes en cause ne peuvent bénéficier des dispositions du 2° de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 susvisée et ne peuvent se prévaloir de l'appartenance à une union pour l'application du deuxième alinéa de l'article 15 du présent arrêté.

Lorsque la recevabilité d'une des listes n'est pas reconnue par l'administration, la procédure décrite ci-dessus est mise en œuvre dans un délai de trois jours à compter de la notification du jugement du tribunal administratif lorsque celui-ci est saisi d'une contestation de la décision de l'administration en application des dispositions du dernier alinéa du I de l'article 9 bis de la loi du 13 juillet 1983 précitée.

Article 15

Les bulletins de vote et les enveloppes sont établis aux frais de l'administration, d'après un modèle type fourni par celle-ci.

Il est fait mention, sur le bulletin de vote, de l'appartenance éventuelle de l'organisation syndicale, à la date du dépôt des listes, à une union de syndicats à caractère national.

Les bulletins de vote et les enveloppes sont transmis par les soins de l'administration aux agents inscrits sur la liste électorale.

Article 16

Le vote a lieu au scrutin secret et sous enveloppe.

Les électeurs ne peuvent voter que pour une liste entière, sans radiation ni adjonction de noms et sans modification de l'ordre de présentation des candidats. Est nul tout bulletin établi en méconnaissance de l'une de ces conditions.

Le vote a lieu uniquement par correspondance et s'effectue de la façon suivante :

Deux semaines au moins avant la date du scrutin, le matériel de vote est envoyé aux électeurs par l'administration.

L'électeur insère le bulletin de vote dans une première enveloppe (dite « enveloppe n° 1 ») qui peut ne pas être cachetée. Cette enveloppe ne doit porter aucune mention ni aucun signe distinctif.

Il place ensuite cette enveloppe n° 1 dans une deuxième enveloppe (dite « enveloppe n° 2 »), qu'il cache et sur laquelle il appose sa signature et porte lisiblement son nom, ses prénoms et son affectation.

Il place enfin cette enveloppe n° 2 dans une troisième enveloppe (dite « enveloppe n° 3 ») qu'il cache et qu'il adresse individuellement par voie postale au bureau de vote dont il dépend.

L'affranchissement de cette troisième enveloppe est pris en charge par l'administration.

L'envoi par correspondance doit parvenir au bureau de vote au plus tard le jour du vote, avant l'heure de clôture du scrutin.

Article 17

Un bureau de vote central est institué auprès de la direction générale de la création artistique. Il procède au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats.

Le bureau de vote central comprend un président et un secrétaire désignés par décision du directeur général de la création artistique, ainsi qu'un délégué de chaque liste en présence.

Lorsqu'il est procédé au dépouillement du scrutin, celui-ci est mis en œuvre, sauf circonstances particulières, dans un délai qui ne peut être supérieur à trois jours ouvrables à compter de la date de l'élection.

Article 18

La réception et le recensement des votes s'effectuent dans les conditions suivantes :

a) Réception des votes par correspondance :

A l'issue du scrutin, le bureau de vote chargé du dépouillement procède au recensement des votes recueillis par correspondance.

Au fur et à mesure de l'ouverture des enveloppes n° 3, les enveloppes n° 2 portant la signature et le nom des votants, sont extraites pour procéder à l'émargement de la liste électorale.

Puis l'enveloppe n° 2 est ouverte et l'enveloppe n° 1 est déposée dans l'urne sans être ouverte. Sont mises à part sans être ouvertes :

- les enveloppes n° 3 parvenues au bureau de vote après l'heure de clôture du scrutin ;
- les enveloppes n° 2 sur lesquelles ne figurent pas le nom et la signature du votant, ou sur lesquelles le nom est illisible ;
- les enveloppes n° 2 parvenues en nombre multiple sous la signature d'un même agent ;
- les enveloppes n° 1 portant une mention ou un signe distinctif ;
- les enveloppes n° 1 parvenues en nombre multiple dans la même enveloppe n° 2 ;

- les enveloppes n° 1 et 2 non conformes aux modèles envoyés par l'administration.

Le nom des électeurs dont émanent ces enveloppes n'est pas émargé sur la liste électorale.

Sont également écartés, les bulletins glissés directement dans l'enveloppe n° 2 ou dans l'enveloppe n° 3, ainsi que les bulletins trouvés dans des enveloppes non réglementaires.

b) Le dépouillement :

Lors du dépouillement, les votes effectués dans les conditions ci-après énumérées, ne sont pas considérés comme valablement exprimés :

- bulletins blancs ;
- bulletins non-conformes au modèle type ;
- bulletins comportant des surcharges, des ratures ou tout autre signe distinctif ;
- bulletins multiples contenus dans la même enveloppe n° 1 et désignant des listes différentes.

Sont considérés comme valablement exprimés et comptent pour un seul vote les bulletins multiples trouvés dans une même enveloppe n° 1 et correspondant à la même liste d'une même organisation syndicale.

c) Procès-verbal et proclamation des résultats :

Le bureau de vote central comptabilise, sur l'ensemble des électeurs, le nombre de votants et l'ensemble des votes s'étant portés sur les organisations syndicales en présence et établit un procès-verbal des opérations électorales sur lequel sont portés le nombre d'électeurs inscrits et le nombre de votants.

Il détermine le quotient électoral en divisant le nombre total de suffrages valablement exprimés par le nombre de représentants titulaires du personnel à élire au sein de la commission consultative paritaire. Chaque liste a droit à autant de sièges de représentant titulaire du personnel que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral. Les sièges restant éventuellement à pourvoir sont répartis suivant la règle de la plus forte moyenne. Les représentants titulaires sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

Il est ensuite attribué à chaque organisation syndicale un nombre de sièges de représentant suppléant égal à celui des sièges de représentant titulaire obtenu par cette organisation syndicale en application de l'alinéa précédent. Les représentants suppléants sont désignés selon l'ordre de présentation de la liste.

d) Dispositions relatives à la répartition des sièges par collège :

La liste ayant droit au plus grand nombre de sièges choisit les sièges de titulaires qu'elle souhaite se voir attribuer sous réserve de ne pas empêcher par son choix une autre liste d'obtenir le nombre de sièges auxquels elle a droit dans les collèges pour lesquels elle avait présenté des candidats. Elle ne peut toutefois choisir d'emblée plus d'un siège dans chacun des collèges pour lesquels elle a présenté des candidats que dans le cas où aucune liste n'a présenté de candidats pour le ou les collèges considérés.

Les autres listes exercent ensuite leur choix successivement dans l'ordre décroissant du nombre de sièges auxquels elles peuvent prétendre, dans les mêmes conditions et sous les mêmes réserves. En cas d'égalité du nombre des sièges obtenus, l'ordre des choix est déterminé par le nombre respectif de suffrages obtenu par les listes en présence. En cas d'égalité du nombre des suffrages, l'ordre des choix est déterminé par voie de tirage au sort.

Lorsque la procédure prévue ci-dessus n'a pas permis à une ou plusieurs listes de pourvoir tous les sièges auxquels elle aurait pu prétendre, ces sièges sont attribués à la liste qui, pour les collèges dont les représentants restent à désigner, a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

Dans l'hypothèse où aucune liste n'a présenté de candidats pour un collège considéré, les représentants de ce niveau d'emploi sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents non titulaires de ce niveau en résidence dans le ressort de la commission consultative paritaire dont les représentants doivent être membres. Si les agents non titulaires ainsi désignés n'acceptent pas leur nomination, les sièges vacants des représentants du personnel sont attribués à des représentants de l'administration.

e) Dispositions spéciales :

Dans le cas où, pour l'attribution d'un siège, des listes ont la même moyenne, le siège est attribué à la liste qui a recueilli le plus grand nombre de voix. Si les listes en cause ont recueilli le même nombre de voix, le siège est attribué à celle qui a présenté, en application du premier alinéa de l'article 12 du présent arrêté, le plus grand nombre de candidats à élire au titre de la commission consultative paritaire. Si plusieurs listes ont obtenu le même nombre de voix et ont présenté le même nombre de candidats, le siège est attribué à l'une d'entre elles par voie de tirage au sort.

Lorsqu'une liste commune a été établie par des organisations syndicales, la répartition entre elles des suffrages exprimés se fait sur la base indiquée et rendue publique par les organisations syndicales concernées lors du dépôt de leur liste. A défaut d'indication, la répartition des suffrages se fait à parts égales entre les organisations concernées. Cette répartition est mentionnée sur les listes de candidats affichées dans les établissements concernés.

Article 19

Le bureau de vote établit un procès-verbal des opérations électorales qui est immédiatement transmis aux délégués de chaque liste en présence et proclame sans délai les résultats.

Article 20

Dans l'hypothèse où, pour le scrutin, aucune liste n'a présenté de candidats, les représentants de la commission sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents mentionnés à l'article 11 du présent arrêté.

Article 21

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées devant le ministre chargé de la culture dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats puis, le cas échéant, devant la juridiction administrative.

Article 22

Dans les quinze jours qui suivent la proclamation des résultats, les représentants de l'administration sont nommés par arrêté du ministre chargé de la culture.

Chapitre IV : Attributions

Article 23

I. — La commission consultative paritaire est obligatoirement consultée sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai à

l'exclusion des licenciements prononcés en application du troisième alinéa du IV de l'article L. 114-1 du code de la sécurité intérieure, sur les décisions individuelles relatives au non-renouvellement du contrat des personnes investies d'un mandat syndical et sur les sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme.

II. — Elle peut être consultée sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires relevant de leur champ de compétences. Elle peut être saisie par les intéressés ou à la demande de la moitié des représentants du personnel, par demande écrite adressée à leur président, des questions d'ordre individuel relatives :

— à l'application des dispositions figurant dans les contrats ;

— aux sanctions disciplinaires autres que celles donnant lieu à une consultation obligatoire ;

— aux refus de congé pour formation syndicale, congé pour convenances personnelles, congé pour formation professionnelle, congé de représentation, congé pour création d'entreprise ;

— aux refus d'autorisation d'accomplir un service à temps partiel et aux conditions d'exercice du temps partiel ;

— aux refus d'autorisation d'absence pour suivre une action de préparation à un concours ou à une action de formation ;

— aux conditions de réemploi après un des congés mentionnés à l'article 32 du 17 janvier 1986 susvisé ;

- aux refus d'octroi de télétravail ;

— à l'appréciation relative à la manière de servir de l'agent et au compte-rendu de l'entretien professionnel le concernant.

Chapitre V : Fonctionnement

Article 24

La commission consultative paritaire est présidée par le directeur général de la création artistique. En cas d'empêchement, le président désigne pour le remplacer un autre représentant de l'administration membre de la commission consultative paritaire. Il en est fait mention au procès-verbal.

La commission élabore son règlement intérieur et désigne en son sein, lors de sa réunion d'installation, deux représentants du personnel pour participer aux réunions des comités techniques compétents, lorsque ces derniers examinent des questions relatives à la situation des agents non titulaires.

Le secrétariat est assuré par un membre de la commission, représentant de l'administration. La commission désigne en son sein un représentant du personnel pour exercer les fonctions de secrétaire adjoint. Un procès-verbal est établi après chaque séance. Il est signé par le président et contresigné par le secrétaire et le secrétaire-adjoint, puis transmis dans un délai d'un mois aux membres de la commission.

Article 25

La commission consultative paritaire se réunit au moins une fois par an sur convocation de son président à son initiative ou sur demande écrite de la moitié des représentants titulaires du personnel, dans le délai maximal de deux mois.

Article 26

Les suppléants peuvent assister aux séances de la commission sans prendre part au vote. Ils n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Le président de la commission peut convoquer des experts à la demande de l'administration ou à la demande des représentants du personnel afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour. Ces experts ne peuvent assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles leur présence a été demandée.

Article 27

La commission émet son avis à la majorité des membres présents. S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Toutefois, à la demande de l'un des membres titulaires de la commission, le vote a lieu à bulletin secret. Les abstentions sont admises. En cas de partage égal des voix, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.

Lorsque l'autorité compétente prend une décision contraire à l'avis ou à la proposition émise par la commission, cette autorité doit informer la commission des motifs qui l'ont conduite à ne pas suivre l'avis ou la proposition dans un délai d'un mois.

Les séances de la commission ne sont pas publiques.

Article 28

La commission consultative paritaire siège en formation restreinte lorsqu'elle est saisie des questions relatives aux sanctions disciplinaires, à l'application des stipulations figurant dans les contrats, au compte-rendu de l'entretien professionnel, aux conditions de réemploi après l'un des congés mentionnés à l'article 32 du décret du 17 janvier 1986 susvisé.

Lorsque les commissions consultatives paritaires siègent en formation restreinte, seuls les membres titulaires et, éventuellement, leurs suppléants représentant le niveau d'emploi auquel appartient le fonctionnaire intéressé et les membres titulaires ou suppléants représentant le niveau d'emploi immédiatement supérieur ainsi qu'un nombre égal de représentants de l'administration sont appelés à délibérer.

Si aucun représentant du personnel du même collège et d'un niveau d'emploi au moins égal à celui de l'agent dont le dossier est examiné n'est en mesure de siéger, il est procédé en présence des membres de la commission à un tirage au sort parmi les agents non titulaires du même collège et du niveau d'emploi concerné ayant la qualité d'électeur. Si l'agent ainsi désigné a un pouvoir hiérarchique direct sur l'agent dont le dossier est examiné ou est partie prenante d'une situation professionnelle justifiant la proposition d'une sanction disciplinaire par l'administration, il est alors écarté et l'administration procède à un second et dernier tirage au sort. Si l'agent ainsi désigné n'accepte pas sa nomination, le siège vacant des représentants du personnel est attribué à un

représentant de l'administration.

Article 29

Un représentant du personnel ne peut prendre part aux délibérations de la commission lorsque celle-ci est appelée à statuer sur son cas. Il est alors remplacé par un membre suppléant. Si ni le représentant titulaire, ni le représentant suppléant ne peuvent valablement siéger, il est procédé à un tirage au sort parmi les agents non titulaires ayant la qualité d'électeur. Si l'agent ainsi désigné n'accepte pas sa nomination, le siège vacant des représentants du personnel est attribué à un représentant de l'administration.

Article 30

Lorsque la commission est appelée à se prononcer sur une sanction disciplinaire ou un licenciement, l'intéressé est informé par lettre recommandée adressée au moins quinze jours à l'avance des date, lieu et heure de la réunion, en l'invitant à faire connaître ses moyens de défense et à comparaître, s'il le désire, assisté d'un défenseur de son choix. Le courrier de convocation lui indique également le lieu et les horaires de consultation de son dossier individuel. Le supérieur hiérarchique de l'agent est avisé de cette convocation.

L'agent a le droit d'obtenir la communication intégrale de son dossier individuel et de tous les documents annexes. Il peut citer des témoins et présenter ses observations écrites ou verbales. Le droit de citer des témoins appartient également aux directeurs d'établissements.

La commission consultative paritaire est saisie d'un rapport indiquant clairement les faits reprochés et, s'il y a lieu, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis. Le rapport mentionne l'avis du supérieur hiérarchique de l'agent.

Même si l'intéressé n'a pas utilisé des possibilités qui lui sont offertes ou s'il n'a pas déféré à la convocation qui lui a été adressée de se présenter devant la commission, celle-ci siège valablement.

Article 31

La commission consultative paritaire ne délibère valablement qu'à la condition d'observer les règles de constitution et de fonctionnement édictées par le présent arrêté, ainsi que par son règlement intérieur.

En outre, les trois quarts au moins de ses membres doivent être présents lors de l'ouverture de la réunion. Lorsque ce quorum n'est pas atteint, une nouvelle convocation est envoyée dans le délai de huit jours aux membres de la commission, qui siège alors valablement si la moitié de ses membres sont présents.

Article 32

Toutes facilités doivent être données par l'administration aux membres de la commission consultative paritaire pour leur permettre de remplir leurs attributions. En outre, communication doit leur être donnée de toutes pièces et documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission huit jours au moins avant la date de la séance.

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants du personnel pour leur permettre de participer aux réunions de la commission, sur simple présentation de leur convocation. La durée de cette autorisation est calculée en tenant compte des délais de route, de la durée prévisible de la réunion

et augmentée d'un temps égal à cette durée afin de mettre les intéressés en mesure d'assurer la préparation et le compte rendu des travaux de la commission, sans que ce temps puisse excéder deux journées.

Les membres de la commission sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle en ce qui concerne tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en cette qualité

Article 33

Les membres de la commission ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions dans cette commission. Ils sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour dans les conditions fixées par le décret du 3 juillet 2006 susvisé.

Article 34

En cas de difficulté dans le fonctionnement de la commission consultative paritaire, le président de la commission en rend compte au ministre chargé de la culture qui statue après avis du comité technique ministériel compétent.

La commission consultative paritaire peut, le cas échéant, être dissoute par arrêté du ministre chargé de la culture. Il est alors procédé, dans un délai maximum de six mois, et selon la procédure ordinaire, à la constitution d'une nouvelle commission.

Article 35

Les directeurs du Conservatoire national supérieur d'art dramatique, du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon et du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Annexe

Les parts respectives de femmes et d'hommes composant les effectifs, au 1^{er} janvier 2018, pris en compte pour la détermination du nombre de représentants du personnel au sein de la commission consultative paritaire mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté sont fixées comme suit :

	<u>Femmes</u>	<u>Hommes</u>
<u>Commission consultative paritaire unique</u>	<u>39,97 %</u>	<u>60,03%</u>

Fait le 24 août 2011.

Pour le ministre et par délégation :
Le secrétaire général,
G. Boudy